

Rapport de la Commission des résolutions

Vendredi 24 mars, le Premier Secrétaire, conformément à nos habitudes, a invité les porteurs des contributions générales qui avaient décidé de présenter une motion d'orientation dans le cadre du Congrès de Dijon à s'exprimer pour préciser formellement leurs intentions. Il a ensuite invité les porteurs des contributions générales qui ne souhaitaient pas présenter de motions d'orientation, à en exprimer les raisons et à indiquer la motion qu'ils rejoignaient.

Concernant la première étape du processus, à savoir l'annonce par certains porteurs de contributions générales de leur intention de déposer une motion d'orientation dans le cadre du Congrès de Dijon, la Commission des résolutions a enregistré hier soir l'annonce de cinq motions générales dont celle, bien sûr, déposée par le Premier Secrétaire.

Je vais vous faire un compte-rendu cursif et factuel des interventions des uns et des autres, car nous avons, avec Alain Claeys, pris l'engagement devant la commission de préparation du Congrès de retracer ce rapport dans l'Hebdo des Socialistes afin que chaque porteur de contribution, notamment, puisse faire passer par le biais de l'Hebdo des Socialistes, les raisons pour lesquels il a choisi telle ou telle orientation.

Hier soir donc, c'est Vincent Peillon qui s'est exprimé le premier pour le Nouveau Parti Socialiste et qui a annoncé l'intention de la sensibilité qu'il représentait de déposer une motion d'orientation en indiquant les raisons qui justifiaient ce dépôt de motion.

L'analyse divergente sur les causes de notre échec du 21 avril et sur l'avenir de la Gauche plurielle, la nécessaire évolution de notre Parti face à la mondialisation et à ses effets, un désaccord sur la question européenne et plus particulièrement sur le processus de l'élargissement, la volonté de rénovation des pratiques démocratiques et la nécessité de rétablir le pacte de confiance avec les citoyens.

Marc Dolez pour la contribution des militants a annoncé, lui aussi, son intention de déposer une motion d'orientation en indiquant que les discussions intervenues dans le cadre des contributions l'avaient conduit au dépôt d'une motion pour continuer le débat d'idées et que c'est aujourd'hui qu'il présenterait, tout à l'heure, les raisons qui l'avaient conduit à ce dépôt de motion.

Il a indiqué qu'il était rejoint par trois contributions générales, je vais vous les indiquer, Paroles Militantes, Barthélemy Alcantara, PS Plus et Pour une Nouvelle Gauche. Il a indiqué que des

membres de sa contribution avaient fait des choix différents.

Henri Emmanuelli, pour le Nouveau Monde, a annoncé, pour la sensibilité qu'il représentait, qu'il déposerait une motion générale d'orientation dans le cadre du Congrès, un débat politique et une clarification étant nécessaires. Je pense qu'il s'exprimera ou que d'autres camarades le feront.

Franck Pupumat, enfin, pour la contribution appelée Utopia, a lui aussi annoncé son intention de déposer une motion d'orientation afin d'avoir comme ligne de défense dans le Parti « Contre la société du travail et pour une protection sociale universelle » afin que cette ligne soit portée au débat.

Suite à ces annonces de motions générales, sont intervenus Vincent Assante qui, pour la contribution Rebondir, a annoncé qu'il rejoignait la motion d'orientation du Nouveau Monde.

Christophe Clergeau, Collectif du 17 novembre, a indiqué qu'il rejoignait la motion de François Hollande en raison de qualités d'écoute lors des différentes réunions intervenues dans la phase des contributions de François Hollande ; prise en compte des thématiques défendues par le collectif sur les thèmes de la rénovation du parti et sur ses pratiques, prise en compte par celui-ci de la nécessité que le Parti s'empare de thématiques nouvelles telles que l'environnement, la lutte contre la discrimination.

Laurent Baumel, pour la contribution Générations, a lui aussi indiqué qu'il rejoignait la motion de François Hollande pour plusieurs raisons : d'abord, le sentiment que la motion de François Hollande constituait une base de départ sérieuse pour la rénovation, il souligne aussi la qualité de l'écoute et la certitude acquise par des signes concrets de sa part pour faire évoluer le Parti et que la problématique du renouvellement générationnel nécessaire avait été entendue par François Hollande qui ne construisait pas sa démarche autour d'une opposition entre les jeunes et les vieux, mais cherchait l'équilibre nécessaire entre les générations.

Louis Mermaz pour Alternatives expliquera lui-même pourquoi il rejoint la motion de François Hollande

François Kalfon, au nom du groupe Ancrage, construire notre modèle de cohésion sociale, fera de même puisqu'il rejoint la motion de François Hollande.

Marie-Noëlle Liennemann Rassembler les forces de la reconquête, a décidé de rejoindre la motion de François Hollande.

Harlem Désir, qui était signataire de la contribution générale du Nouveau Parti Socialiste, a indiqué qu'il avait décidé de rejoindre la motion d'orientation de François Hollande avec un certain nombre de camarades,

Didier Guillaume, pour Reconstruire la citoyenneté, a fait la même démarche en indiquant qu'il rejoindrait la motion de François Hollande avec les camarades qu'il représentait.

Il en a été de même pour un Socialisme Moderne présenté par notre camarade Dere hier soir.

Jean-Claude Darmangeat a indiqué qu'il avait décidé de rejoindre la motion d'orientation de François Hollande avec certains camarades.

Enfin, Marylise Lebranchu, Construire un autre monde, a indiqué que le collectif qu'elle représentait avait fait le même choix après discussion et acceptation de propositions d'amendements.

La commission des résolutions a examiné la procédure de vote des militants pour le Congrès de Dijon concernant les propositions de réforme statutaire. A l'issue d'un débat entre les différents porteurs de motions qui a permis à chacun de s'exprimer et d'exprimer sa position, François

Hollande a proposé que la démarche à adopter soit la suivante : d'une part, des propositions de modifications statutaires résultant des travaux de la Commission de rénovation des statuts et qui ont recueilli l'unanimité des membres de la commission, seront soumises au vote des militants.

D'autre part, s'agissant des propositions de modifications statutaires exprimées dans les motions et qui constituent des orientations politiques, il a proposé que celles-ci soient annexées à la fin des motions et que le vote sur les propositions de modifications statutaires soient indissociables du vote politique sur les motions.

Ainsi, la motion d'orientation qui aurait recueilli une majorité des suffrages des militants verrait ses propositions de modifications statutaires adoptées.

Dans l'hypothèse où aucune motion ne recueillerait plus de 50 % des suffrages, les statuts ne pourraient être modifiés sans qu'il ne soit procédé ultérieurement, sur proposition du Congrès lui-même, à une consultation directe des militants, le droit des militants étant aussi, selon les termes mêmes du Premier secrétaire, le droit de choisir les statuts de leur parti.

Cette proposition a été adoptée à l'unanimité des membres de la Commission des Résolutions.

François REBSAMEN

A propos des modifications statutaires

Jean-Patrick GILLES

Sur le dernier point, il demeure visiblement un petit malentendu. Je pensais qu'on était arrivés à un accord à peu près sur tout après le débat, notamment quand François a proposé de dire qu'à partir du moment où les propositions des motions étaient intégrées dans le texte des contributions, même si c'est annexé à la fin - on est bien d'accord pour cela - elles faisaient partie du débat politique. On considère que la rénovation, visiblement, est revendiquée par tout le monde, donc est au cœur de notre Congrès, donc est traitée comme une question politique.

A partir de là, il faut la traiter jusqu'au bout comme une question politique.

Donc la différence - mais vous allez voir qu'elle est de taille - c'est de dire que ce n'est pas parce qu'une motion arriverait en tête que ses propositions statutaires deviendraient la loi du parti immédiatement.

Je vais vous expliquer pourquoi... Il y a de fortes chances qu'elles le deviennent, puisqu'elles ont 50 %, mais elles font partie du débat de la Commission des Résolutions, comme les autres propositions qu'on peut faire sur les retraites, sur la privatisation d'EDF, etc. J'arrête là pour ne pas compliquer le débat.

Après se pose un problème, et je rejoins François parce que je comprends bien sa démarche, c'est qu'il veut que ce soit ratifié par les militants. Mais là-dessus, on est d'accord aussi, ce n'est pas moi qui vais proposer que ce ne soit pas ratifié par les militants.

Mais là, il y a un problème, c'est que nous souhaitons que cela fasse partie du débat de la Commission des Résolutions et qu'on trouve un mode de ratification.

Pourquoi ?

Eh bien, je ne pense pas être tout à fait stupide et, sinon, je vois bien le Congrès qu'on va faire. On va dire : le seul éventuellement en mesure de faire 50 %, c'est François HOLLANDE, et donc, si vous voulez avoir une réforme des statuts du parti, votez François HOLLANDE ! Ce serait habile, je le concède, mais je crois que ce n'est pas tout à fait le Congrès que nous souhaitons.

François HOLLANDE

Chers camarades, la question des statuts, cela a été dit hier, est une question politique, la question des statuts est une question qui relève des militants eux-mêmes.

La démarche qui doit être la nôtre doit être une démarche de clarté, de transparence et en même temps de respect.

La clarté, c'est que chaque motion fait ou ne fait pas des propositions de modifications statutaires.

La transparence, c'est que si une motion a fait plus de 50 %, son texte politique est majoritaire et ses propositions statutaires deviennent la règle du parti. C'est pourquoi nous avons dit que le Congrès était fondateur.

Si en Commission des Résolutions - et c'est l'observation de Jean-Patrick - et quel que soit le score que fait la motion qui arrive en tête, il y a d'autres propositions statutaires qui sont adoptées par une majorité du Congrès et qui peuvent être différentes sur certains points de la motion majoritaire, de toute façon ces propositions devront être soumises aux militants pour ratification.

Donc, la démarche qui est la mienne, que je vous propose, c'est :

- qu'il y ait clarté (la motion comporte les rénovations statutaires qui lui sont liées) ;
- qu'il y ait transparence (la Commission des Résolutions peut faire ces propositions) ;
- mais qu'il y ait de toute façon respect des militants par le vote des militants, si nécessaire, au-delà de ce qu'aura proposé la motion qui, je l'espère, sera majoritaire.

Ceci est adopté par le Conseil National moins une abstention, les membres du Conseil National « Nouveau Monde » n'ont pas pris part au vote

Présentation de la motion A, Pour un grand parti socialiste

François HOLLANDE

Chers camarades,

Chacun en a bien conscience, le Congrès de Dijon est un rendez-vous majeur non seulement pour les socialistes, mais pour l'ensemble de la gauche.

Nous en connaissons tous les enjeux.

D'abord, tirer toutes les leçons du 21 avril, répondre à la crise de la politique, retrouver les liens avec les catégories populaires, mobiliser la jeunesse sur un projet, donner une perspective à l'unité de la gauche.

Nous avons aussi un enjeu supérieur qui est d'engager un nouveau départ pour les socialistes, permettant le rassemblement de la gauche, intégrant la dimension essentielle de l'Europe et du monde dans notre action et permettant aux socialistes de représenter dès à présent une alternative à la droite.

Et puis il y a l'enjeu essentiel peut-être, c'est de donner du sens à la politique, de faire apparaître le clivage essentiel entre la gauche et la droite et de lutter contre les tentations extrémistes.

Par rapport à ces enjeux, j'ai voulu, au lendemain de notre défaite, qu'un débat approfondi, large, militant, soit organisé.

Nos adhérents en ont été ces derniers mois les acteurs principaux.

Il y a, en effet, une responsabilité collective et individuelle des socialistes.

Certes, nous en avons parlé, le Congrès va sans doute se tenir dans un contexte particulier, exceptionnel. Mais loin de réduire la portée de nos débats, ce contexte en rehausse les enjeux.

Je pense que les questions qui sont posées par la situation internationale, par la gravité des questions économiques et sociales et par la dispersion de la gauche, aujourd'hui, obligent les socialistes à être à la hauteur des circonstances.

Le premier défi à relever, celui né de la crise irakienne, révèle la nécessité de l'organisation du monde fondée sur le droit, les institutions internationales et aussi sur une régulation économique.

Il pose, c'est vrai, à l'Union européenne les questions essentielles sur sa construction politique, sur son modèle social, sur son système de défense, sur le rapport avec les Etats-Unis.

Je le pense depuis longtemps, les questions internationales et européennes sont devenues le cœur de notre projet politique et il y a plus de différence entre la politique extérieure et la politique intérieure, c'est la politique.

Le deuxième défi, c'est la dégradation de la situation économique et sociale et notamment le retour du chômage, le retour du social dont la droite porte, par sa politique, pour l'essentiel la responsabilité.

Cette aggravation des difficultés économiques crée une situation d'urgence pour le Parti Socialiste et pour la gauche. Un plan de rigueur est en place depuis déjà plusieurs semaines (des annulations de crédits), un plan d'austérité se prépare sur la sécurité sociale, des acquis sociaux fondamentaux vont être sans doute remis en cause les fonctionnaires sont devenus la cible de toutes les politiques du Gouvernement. Nous devons donc être utiles en ce moment dans la préparation du Congrès à ceux qui ont besoin de la gauche pour contester une politique de désordre économique et d'insécurité sociale. Je pourrais même ajouter une politique de désordre tout court.

Qu'aurait-on dit par rapport à ce qui s'est passé à la prison de Borgo et à ce qui s'est passé quelques jours après à Fresnes? Qu'aurait-on dit si la gauche était aux responsabilités? Qu'auraient dit aujourd'hui ceux qui gouvernent la France et qui sont aussi responsables de cette situation? Qu'auraient-ils demandé? La démission des Ministres. Qu'auraient-ils exigé, si ce n'est là encore le rappel à l'ordre? Qu'auraient-ils contesté? Les manquements à la République et à l'autorité de l'Etat.

Oui, chers amis, chers camarades, dans ce moment il faut une gauche offensive.

L'état de cette gauche - et chacun ici a à l'esprit la situation des Verts ou du Parti Communiste - conjugué à la volonté de la droite, y compris par une réforme du mode de scrutin, d'assurer son hégémonie politique, nous crée, là aussi, une responsabilité majeure.

Il faut un PS fort, capable de mettre la gauche sur le chemin de l'unité et d'être une alternative à la droite.

Voilà les enjeux du Congrès. Voilà pourquoi il doit être réussi.

J'ai proposé trois grandes orientations, trois grands objectifs :

- Clarifier.
- Renouveler.
- Rassembler.

Clarifier la ligne, une ligne de gauche, donnant priorité, au plein emploi, au bon emploi, donnant priorité à la lutte contre les inégalités, notamment à travers un projet éducatif, notamment par rapport à un projet de solidarité et de service public. Une ligne de gauche donnant priorité à la citoyenneté et portant la lutte contre toutes les discriminations comme une grande cause citoyenne.

J'ai dit que cette ligne de gauche devait être aussi crédible, respectueuse des faits, refusant l'incantation et inscrite dans une démarche de réforme.

Cette ligne est européenne, avec à la fois la volonté d'aller plus loin, oui, par une Europe fédérale, mais une Europe également sociale et défendant un système de valeurs.

Cette ligne, elle est internationaliste, parce qu'on le sait bien aujourd'hui comme on le savait hier, l'identité des socialistes, c'est d'être internationalistes par rapport à la mondialisation. J'ai aussi proposé une profonde rénovation de notre partie, avec la démocratie des militants, avec l'introduction d'un référendum militant à travers une conférence nationale militante qui se réunirait chaque année et pourrait à la fois vérifier le respect de nos engagements mais aussi définir les positions des socialistes à chaque grande étape de notre développement. J'ai souhaité que les Premiers Secrétaires fédéraux soient davantage associés à nos propres décisions et à leur organe de responsabilité. J'ai demandé qu'il y ait sur nos listes, à la fois dans ce renouvellement de nos instances, mais aussi dans la préparation des régionales et des européennes, une meilleure représentation de toute la société. Cela ne doit pas être une incantation de Congrès, cela doit se traduire par des engagements précis. Il y va là de l'honneur des socialistes.

Pour peut-être faciliter ce processus, j'ai proposé qu'on renouvelle par tiers à la fois nos instances et également nos listes.

Rénovation doit aller également de pair avec un lien nouveau avec les acteurs sociaux et il faut sans doute proposer une charte de la transformation sociale de façon que syndicats, partenaires, associations, soient liés à nous dans le respect, bien sûr, de leur indépendance. J'ai enfin souhaité le rassemblement des socialistes pour rassembler toute la gauche.

Le rassemblement des socialistes, il a commencé dans le débat militant, car il y a eu de grandes convergences qui ont été exprimées à travers l'ensemble des forums que nous avons tenus.

Le rassemblement des socialistes, il est possible à travers le débat des contributions et j'ai montré que nous pouvions reprendre un certain nombre d'amendements, de propositions qui avaient été avancés par beaucoup, notamment sur le meilleur financement de la protection sociale, les 35 heures, les services publics et l'Europe sociale.

Je me suis aussi inspiré de la qualité des contributions des thématiques, de toutes les contributions thématiques.

Je n'en ferai pas ici le détail. Il y a des contributions thématiques qui nous ont rappelé un certain nombre d'urgences sur l'écologie, sur le développement durable, sur la relation avec les pays du Sud, et aussi des contributions thématiques qui sont venues précisément des jeunes de l'immigration et qui nous ont demandé de faire en sorte qu'ils soient correctement représentés dans nos instances. Il faut y donner droit.

De la même manière, j'ai entendu aussi les camarades de l'Outre-Mer souhaiter une relation différente avec le Parti, c'est également une exigence.

Le rassemblement peut se poursuivre, doit se poursuivre et je le souhaite aussi large que

possible, parce que mon seul projet c'est de réussir le Congrès. Je propose donc un programme d'action pour le parti, une ligne de gauche crédible fondée sur la notion d'engagement pour les trois ans qui viennent.

Les engagements que nous prenons devront être respectés, la ligne que nous avançons devra être tenue, nous en ferons régulièrement la vérification, réussir le congrès pour moi c'est aussi doter le Parti socialiste d'une majorité solide, d'une direction solidaire, le Congrès doit être celui de la clarté et celui de l'action, je ne souhaite pas un congrès de la confusion et encore moins de la division.

Réussir notre Congrès c'est dire aux militants, dès à présent, ce que nous voulons comme stratégie, comme ligne, comme direction du Parti. Réussir notre Congrès enfin, et j'en termine, c'est s'adresser aux Français et à la gauche. Bien sûr c'est le congrès des Socialistes, bien sûr nous avons d'abord un débat entre nous mais nous nous adressons au-delà des socialistes, beaucoup à gauche attendent un signal de nous, ce signal doit venir de Dijon. Nous devons envoyer à ceux qui ont eu la douleur comme nous de l'échec, qui attendent l'offensive contre la Droite, et qui veulent également préparer l'alternative, oui, nous devons leur donner à Dijon l'image de la réussite et surtout l'espoir.

Merci.

Présentation de la motion B, Utopia

Franck PUPUNAT

Mes chers camarades, j'avais débuté mon intervention lors du dernier Conseil national par la phrase suivante : « Le premier message d'Utopia est un message d'amour, un message de tendresse : je me permets de vous embrasser tous et toutes au nom de tous mes camarades. »

Aujourd'hui, mes camarades, je vous demande de bien vouloir tendre l'autre joue...

Oui, Utopia dépose une motion pour ce Congrès.

Nous avons respecté le calendrier du Parti, nous avons rencontré l'ensemble des leaders, nous avons discuté, nous avons débattu avec tous de nos propositions. Et nous avons donc fait le constat que ce qui fait le cœur de notre identité, et principalement notre rapport au travail et la place que le travail a aujourd'hui dans la société, n'était ni repris, ni accepté.

C'est donc sur cette base-là, une base idéologique et une base uniquement idéologique, que nous nous proposons de défendre et que nous nous considérons comme légitimes à défendre nos idées dans les sections et dans les fédérations.

Le fil rouge, et le terme est choisi, de notre motion est une réflexion sur ce qu'est finalement « une bonne société ». Nous nous posons la même question que Thomas More lorsqu'il décrit son île Utopia : quel idéal de société, quelle utopie devons-nous imaginer, construire et proposer ?

Alors, penser cet idéal implique deux choses :

La première, cela implique une démarche de long terme. La seconde, cela implique une rupture radicale avec la logique capitaliste.

Notre texte est un texte de combat qui dénonce la logique de la société actuelle, logique où la compétition entre les individus est devenue la règle logique, où là production, la rentabilité sont des valeurs centrales, une logique où consommer, posséder devient un signe ostentatoire d'intégration, de réussite sur une échelle de valeur donnée.

Le système actuel génère donc des gagnants et des perdants en même temps qu'il organise un système de compétition permanent, une certaine vision du monde où ce qui compte, c'est évidemment d'être le meilleur.

A cette logique capitaliste, destructrice, barbare, nous proposons d'imposer une logique humaniste qui porte en elle-même une nouvelle définition de la notion de richesse.

La richesse aujourd'hui, vous le savez, est mesurée à l'aune du PIB, mais la société n'est pas une entreprise qui aurait simplement à reproduire chaque année un plus gros chiffre d'affaires.

Non, une société riche est d'abord une société où chacun a accès aux besoins fondamentaux, où chacun dispose d'un revenu suffisant pour vivre et accéder aux loisirs, où chacun participe à la vie de la cité où l'accès au sport, à la culture est développé, où la qualité de l'environnement est préservée, où la justice est la même et rapide pour tous... Bref, une société où le lien social est fort, une société où l'on vit bien ensemble, une société fraternelle. Cette analyse pour nous et cette notion de richesse, analyse fondatrice, nous la déclinons en trois temps : un premier qui s'appuie sur la remise en cause de la place de la valeur « travail » dans notre société. Retisser du lien social et des solidarités, situer notre démarche dans un cadre européen et dans un cadre mondialisé.

Le premier temps sur lequel je m'attarde, c'est bien évidemment la place et la remise en cause de la valeur « travail » dans notre société. Aujourd'hui, je vous l'ai dit, la notion de richesse ne désigne pas ce qui est bon pour l'homme, mais bien ce qui est bon pour le système. Au cœur du système, on fait l'analyse qu'il y a le travail au sens activité de production qui détermine tout depuis notre naissance jusqu'à notre mort.

La valorisation des études, la reconnaissance sociale dans la vie de tous les jours, l'accès aux soins devant la mutuelle (nous ne sommes pas à égalité), l'accès à la retraite... Aujourd'hui, on considère comme légitime et normal qu'il y ait un lien entre le fait d'être un ancien travailleur et le fait d'être citoyen à la retraite mais rien ne justifie moralement ce lien. Nous considérons que le travail n'est pas un bon lien social, qu'il est inégalitaire par nature et aliénant. L'activité de

production est au cœur d'un système qui, lui, nie l'épanouissement et nie l'homme et dans ce système-là, les hommes ne sont qu'une variable de production comme une autre.

Vous allez me dire, c'est vrai, il y en a qui s'épanouissent par leur travail et nous sommes beaucoup dans ce cas, mais n'oublions pas qu'aujourd'hui encore, 1/5ème des personnes qui ont une activité ou changent d'activité de production ne peuvent quitter des yeux la tâche qu'ils accomplissent et qui eux, subissent une véritable aliénation par le travail.

Pas ailleurs, le lien de subordination qui existe entre le salarié et l'employeur en fait par nature une relation d'inégalité. A partir du moment où l'on achète une force de travail, le pouvoir reste du côté de l'acheteur. A partir du moment où nous ne sommes pas à égalité il faut favoriser d'autres liens sociaux que le travail. Quel est l'enjeu finalement ?

Une société qui ne produit plus ne peut pas fonctionner et il ne s'agit pas de cela. Certains nous disent « mais alors, vous êtes pour la fin du travail, pour que plus personne ne travaille ».

Absolument pas. Nous avons conscience que le travail est et restera un lien social important dans la vie des individus et qu'aujourd'hui, à ce titre, il faut se battre pour que chacun y ait accès dans les meilleures conditions possibles. C'est pour cela que nous lutterons et combattrons le chômage et que nous lutterons pour de nouvelles conditions de travail des salariés. Nous ne voulons pas plus de travail, nous voulons simplement le remettre à sa place.

Pour toutes ces raisons, nous nous positionnons contre le concept de société du travail qui renvoie selon nous à une logique contre laquelle nous nous battons.

Les propositions qui découlent de cela sont les suivantes, il y en a deux fortes, deux pistes fortes que je voudrais indiquer.

La première, nous devons construire un nouveau rapport au temps en baissant à nouveau la durée légale du temps de travail à 32 heures et en proposant le modèle de la semaine de 4 jours.

On nous dit « attendez, vous voulez à nouveau diminuer la durée du temps de travail alors que les 35 heures se sont mal passées ».

D'abord, les 35 heures dans de nombreux endroits se sont très bien passées, mais il est vrai que cela n'a pas été le cas partout.

Ensuite, il aurait peut-être fallu faire grande loi sociale d'accompagnement qui aurait diminué l'ensemble des seuils concernant l'amplitude horaire, le temps partiel. Est-ce pour cela que la

gauche doit abandonner ce combat historique du temps de travail ?

Nous voulons une réduction du temps de travail qui dégage de vraies plages de temps libre sur la semaine, l'année voire sur une vie entière.

Nous voulons également repenser de façon radicale notre système de protection sociale. Nous le souhaitons complètement universaliste. Nous pensons qu'il existe un certain nombre de droits qui doivent être attachés au citoyen et non pas au travailleur. Nous proposons de substituer l'ensemble du financement de la protection sociale actuelle par un nouvel impôt assis exclusivement sur la valeur ajoutée ou l'excédent brut d'exploitation des entreprises.

Le droit de se soigner, par exemple, est-ce un droit qui se mérite ? Nous, nous disons non. Nous disons que l'ensemble des soins doit être pris en charge par un régime unique. Cela signifie la disparition des mutuelles qui sont inégalitaires. Nous devons avoir une réflexion en ce sens pour la retraite. Pourquoi ne pas s'inspirer de ce qui existe dans certains pays du Nord qui ont mis en place cette universalité des droits et qui ont une nouvelle conception de la richesse.

Le deuxième temps, je vais aller beaucoup plus vite, de notre motion désigne la nécessité de retisser du lien social et de recréer des solidarités toujours dans ce projet de société global que nous proposons.

Dans l'entreprise, j'en ai parlé tout à l'heure, en proposant de conquérir de nouveaux droits pour les salariés.

A l'école, c'est la partie la plus conséquente du texte, dont la mission première est bien d'éclairer le citoyen avant de valoriser le potentiel économique de l'individu, nous nous positionnons en faveur d'un système public et laïque d'éducation, seul à même de garantir l'intérêt général et le souci d'éducation.

Nous voulons retisser et recréer des solidarités en proposant une démarche féministe offensive, en nous positionnant en faveur de propositions fortes et effectivement en faveur d'une politique de discrimination positive forte en faveur des femmes, comme nous avons pu nous en inspirer par rapport à ce qui se passe actuellement dans les pays du Nord et scandinaves.

Sur la sécurité, puisque c'est un thème qui avait été beaucoup évoqué pendant la campagne électorale - et au fil des mois plus personne n'ose trop en parler - nous essayons de la remettre dans le cadre d'un projet de société globale pour avoir une vue d'ensemble et pour avoir une position responsable et humaniste sur le sujet.

Nous mettons clairement au cœur de notre projet politique ce qui fait « société », c'est-à-dire une richesse mesurée par la densité du lien social, la solidarité entre ses membres, le bon fonctionnement de la démocratie et de la justice.

Le troisième et dernier temps de notre motion notre projet dans un cadre européen et mondialisé.

Oui à la marche vers un gouvernement mondial issu des urnes, un nouvel ONU démocratisé, renforcé et capable d'imposer des normes universelles pour tous. Pour parvenir à cela, nous voulons construire une Europe forte. Evidemment, nous sommes des fédéralistes convaincus et nous proposons une vraie citoyenneté européenne.

Concernant la question de l'élargissement, nous sommes favorables à l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne et au-delà, nous sommes favorables à un processus progressif d'intégration des pays du Bassin méditerranéen. Nous devons proposer une vision nouvelle et imaginative des frontières et nous nous positionnons pour la construction d'un espace européen de démocratie et de développement qui défende des valeurs universelles et dans ce cadre, les notions mêmes de frontière et de situation géographique ne nous semblent pas pertinentes pour construire une communauté de pays de tous les continents et de toutes les cultures, pour défendre leurs idéaux et leurs valeurs. Pour nous, l'Europe est beaucoup plus qu'une zone géographique. Face au système dominant, ce nouvel espace doit promouvoir un idéal de développement humain. Il doit être un espace politique, démocratique et citoyen, qui abolit toutes les frontières.

Vous l'avez compris, sur un certain nombre de sujets avec le souffle d'un projet de société global, cohérent, nous souhaitons proposer et confirmer, camarades, la démarche d'Utopia qui est une démarche de long terme.

Modestement, tranquillement, nous comptons jouer pleinement notre carte lors de ce congrès.

Vous le verrez, nous ne parlerons pas de démocratie ou de rénovation. Nous essayons avant tout de nous l'appliquer à nous-mêmes, vous le savez, une partie de nos dirigeants sont tirés au sort, certains ne sont pas renouvelables et nous avons voté à bulletin secret pour savoir si nous allions ou pas à la motion.

Reste la question du score, la question qui préoccupe tout le monde. On nous répète depuis quelques jours « vous n'allez pas faire 5 % ». Déjà merci, c'est sympa. On reconnaît les bons camarades. Oui, on le sait, peut-être, sûrement on ne pas faire 5 %, on sait que de ce côté-là, il nous

reste un peu de travail. Avouez qu'avec nous, lors des réunions de présentation de motion, en plus du fond et du débat structurant, on ajoute aussi un peu de fraîcheur, de romantisme, d'idéal, ce n'est pas si mal et quelquefois, on en a un peu besoin.

Plus sérieusement, notre ambition est simple a Utopia, infléchir la ligne politique du Parti et encore une fois, sur le long terme.

Ne vous inquiétez pas, on a du temps et on est là pour longtemps. A bientôt donc, car nous serons de tous les combats, je vous remercie.

Présentation de la motion C, Pour un nouveau parti socialiste

Vincent PEILLON

Mes Chers Amis, Mes Chers Camarades,

Nous finissons aujourd'hui le temps du débat et des contributions. Est-ce que ce temps a été fructueux collectivement ? Je l'espère. Je crois toutefois que nous n'avons pas eu encore le débat que nous méritons et que ceux qui se reconnaissent dans nos valeurs, dans notre action et ceux qui considèrent que l'espoir ne peut venir que de nous, attendent encore.

Pourquoi ? Parce que, ce me semble, nous avons commis une erreur considérable, ou en tous cas certains l'ont fait au début du débat et des contributions, ce n'est pas une question de personnes, même si Jean-Luc a raison et les murmures l'indiquent, chaque fois que l'on blesse un socialiste par la médiocrité des attaques personnelles qui peuvent le viser, on blesse tous les socialistes.

La question est sur le fond. Nous souffrons très fortement de quelque chose que nous avons entendu à de multiples reprises et qui a été évoqué d'ailleurs à nouveau ce matin, l'indifférenciation évidemment, fausse entre la gauche et la droite. Et nous avons reproduit - et c'est tout à fait malheureux - dans les contributions, quelles que soient les contradictions, cette même volonté d'indistinction et donc d'étouffement du débat.

Je considère - et il suffit de voir les textes, que sans avoir à durcir ou caricaturer les positions des uns ou des autres - que dans les contributions qui ont été proposées au débat et militants et qu'il est naturel de soutenir devant les militants, il y a des différences importantes.

Différences importantes, cela a été dit, sur l'interprétation du 21 avril, et les causes lourdes qui expliquent ce moment politique, et donc qui peuvent justifier derrière le projet que nous devons construire ensemble. Différences nettes sur notre approche de la mondialisation ou de ce que certains préfèrent appeler globalisation, l'Europe comme réponse à cette mondialisation. Différences lourdes sur la question de nos

institutions et de la nécessité de faire revivre un pacte de confiance entre nos concitoyens et la politique. Différences lourdes aussi sur les orientations concernant la question sociale, que ce soient les 35 heures, la lutte contre la précarité et la politique salariale ou -cela vient d'être rappelé - les retraites.

C'est de cela et de cela seulement que nous devons débattre à ce stade. Et c'est bien entendu par ce que ce débat doit avoir maintenant pleinement lieu que sans doute peut-être les différences se marquent davantage. Ce n'est pas nouveau d'ailleurs, nous avons mis très souvent - je me souviens - sur les 35 heures, sur la réduction des salaires, sur les "emplois-jeunes", longtemps à comprendre nous-mêmes parfois la nouveauté de ce que nous proposons et les premiers réflexes étaient souvent un peu crispés, ou conservateurs et parfois même dans le Parti, cumul des mandats, parité, nous avons du mal à choisir le parti du mouvement, c'était vrai aussi, cela a été rappelé, sur la rénovation.

Je crois que nous voyons mieux aujourd'hui les enjeux. Ces enjeux ne sont pas des enjeux de personnes, et d'ailleurs nos statuts nous indiquent bien que nous devons avoir le débat d'orientation avant de poser le moment venu la question des équipes et des personnes. Et aucun d'entre nous, je le crois, n'a envie ou peut-être intérêt à inverser aujourd'hui le calendrier dans le Parti.

Si nous voulons la clarification et si vraiment tout le monde la veut, il faut que nous menions ce débat dans le respect des uns et des autres car je dois dire que je suis étonné de voir l'assurance de certains qui s'émoussent, que l'on accepte de venir parler devant les militants, il y a longtemps que je pense, y compris pour avoir beaucoup vécu avec vous tous, que la politique n'est pas une science exacte, et nous pouvons avoir des appréciations différentes sur ce que doit être le statut du Sénat, sur le mandat unique, bien entendu sur l'élargissement.

Encore faut-il accepter le jeu de l'argumentation et ne pas tomber dans ces contradictions qui nous

font du mal collectivement, comme celles que j'ai trop entendues - tu en conviendras François - dans les dernières semaines, à la fois vous dites la même chose que nous et pourtant vous êtes démagogues. J'ai ressenti là que le principe de non-contradiction n'était pas tout à fait respecté, ce qui semblerait quand même être élémentaire.

Donc nous avons à avancer, nous devons avancer sur nos propositions parce que ce serait quand même faramineux que tous les débats qui ont lieu dans la société n'aient pas lieu dans notre Parti. Et tous les débats qui sont soulevés aujourd'hui sur l'ordre public, social, sur la parité, sur les modes de vie démocratiques, sur l'élargissement, sont évidemment présents dans la société. Nous avons à les trancher par un vote des militants, ce sont les militants qui choisiront l'orientation du Parti. De ce point de vue aucun

argument d'autorité - et je pense que les uns et les autres nous avons beaucoup circulé dans le Parti - ne vaudra aujourd'hui.

Donc faisons l'effort de mener le débat, respectons le vote des militants et si nous procédons de cette façon je pense qu'à Dijon nous pourrions avoir un vrai congrès qui effectivement permettra de proposer demain autre chose que ce que l'on proposait hier car là n'est pas le chemin de l'espoir. Et donc de faire de Dijon un vrai congrès de refondation.

Cela veut dire à la fois un nouveau projet, cela veut dire aussi bien entendu un nouveau parti capable de transformer ses pratiques et en retrouvant je l'espère l'idéal qui était celui de nos pères, de redonner à la gauche les couleurs qui lui font aujourd'hui trop défaut.

Présentation de la motion D, La motion militante... Pour que vive la gauche !

Marc DOLLEZ

Chers Camarades,

Je confirme devant le Conseil National le dépôt d'une motion intitulée « la motion militante », émanation de quatre contributions générales déposées le 18 janvier dernier, à savoir « parole militante », « Parti Socialiste », « plus pour une nouvelle gauche » et « la contribution des militants ».

Cette motion est issue du débat que nous avons mené ces dernières semaines autour des contributions. Pour notre part nous avons abordé ce débat sans à priori, indiquant d'entrée que le temps des contributions devait permettre d'acter les points de convergence et les points de divergence.

A l'issue de ce débat, nous avons pris la décision de déposer cette motion parce que nous avons recueilli, tout au long de ces semaines et des nombreuses réunions que nous avons animées, la conviction que beaucoup de militants du Parti ne se reconnaissent pas et ne sont pas totalement satisfaits dans l'offre de motion telle qu'elle se présentait jusqu'à aujourd'hui autour des trois motions qui étaient annoncées depuis de longs mois.

Ce matin, devant vous, je ne vais pas rentrer dans le détail du texte. Vous nous lirez, je le souhaite, et nous aurons l'occasion, dans les semaines qui viennent, d'en débattre.

Je vais surtout, si vous le voulez bien, insister sur le sens de notre démarche.

Il y a dans le Parti, dans l'ensemble du Parti, me semble-t-il, une très profonde aspiration des militants à se réapproprier leur Parti.

Et nous avons avec eux la conviction qu'après la terrible défaite du 21 avril de l'an dernier, nous ne pourrions pas reconstruire le Parti sans les militants et que la première exigence est de leur rendre confiance dans leur Parti.

Avec eux, nous voulons réussir le Congrès, mais nous disons aussi, depuis le début du débat, que le Congrès ne sera réussi que si la parole des militants qui s'est très largement exprimée ces dernières semaines est respectée et si le Congrès n'est pas confisqué par ce que nous avons appelé le jeu des « écuries présidentielles » et des stratégies personnelles.

A l'issue du débat autour des contributions, nous avons la conviction que la réussite du Congrès n'est pas assurée.

Nous prenons aujourd'hui la responsabilité de déposer une motion qui permette, nous le pensons, à beaucoup de militants du Parti de s'exprimer avec beaucoup de détermination et de clarté dans ce Congrès et de faire part de leurs exigences, de leurs attentes et de leurs aspirations.

Dès le début, nous avons dit qu'après le débat qui n'était pas évident au départ et que les militants quelque part ont imposé dans le dernier trimestre de l'année 2002, après le débat très riche et très intense où la parole s'est libérée, où beaucoup de propositions sont remontées des profondeurs du

Parti, la pire des choses serait que le Congrès se déroule autour de textes qui ne se fassent pas suffisamment l'écho de ces aspirations, de ces exigences et de ces demandes.

C'est la raison pour laquelle aussi nous prenons la responsabilité aujourd'hui de déposer un texte pour que le débat se poursuive, parce que qui peut croire que le débat est terminé avant qu'il ne s'engage autour des motions ? Qui peut croire que nous n'avons pas encore besoin de réfléchir entre nous et de discuter sur un certain nombre de sujets extrêmement importants tels que ceux qui ont été rappelés tout à l'heure et sur lesquels je ne vais pas rentrer dans le détail.

Oui, nous prenons la décision de déposer un texte pour que le débat se poursuive et pour permettre par le vote aux militants de s'exprimer, et nous le souhaitons, pour permettre à tous les militants qui le souhaitent de peser sur le congrès pour le réussir.

Parce que ce Congrès est le premier qui se tient après le 21 avril 2002, après cette terrible défaite, et rien ne serait pire qu'à l'occasion d'un Congrès des Socialistes 12 ou 13 mois après le 21 avril, le message qui serait envoyé à la population, aux Français, serait un message comme quoi on n'aurait pas véritablement compris ce qui s'est passé et un message comme quoi on ne se donnerait pas les moyens de reconstruire et de rendre une perspective crédible à la Gauche d'autant plus importante que nous mesurons chaque jour les dégâts et les effets de la politique de la Droite.

C'est cela le sens de notre démarche.

Nous savons bien aussi que nous n'allons pas tout régler dans le débat des prochaines semaines, c'est évident.

L'heure n'est pas à la rédaction d'un programme de gouvernement, cela n'aurait pas de sens. Nous n'allons pas régler en quelques semaines toutes les questions qui se posent à nous, mais nous devons sortir du congrès avec la capacité collective de reconstruire et avec quelques idées claires.

C'est en ce sens que nous avons dit, depuis le début, que ce Congrès ne serait réussi que si c'était un congrès de rénovation et de clarification. Oui, nous parlons beaucoup d'une nécessaire rénovation en profondeur de notre Parti, non pas pour proposer un certain nombre de mesures qui viendraient s'ajouter à celles déjà adoptées par le passé et pas encore appliquées, mais parce que nous pensons fondamentalement que la première des choses est de permettre aux militants de se réapproprier leur Parti, d'y retrouver toute leur place. C'est grâce à cela que nous permettrons

au Congrès de Dijon, comme le Congrès d'Épinay a su l'être en son temps dans une période politique aussi difficile, d'être un nouveau départ pour le Parti Socialiste. Mais, pour cela, il faut qu'il retrouve sa capacité de débat, d'élaboration des propositions, de confrontation des points de vue et de le faire en étant le plus ouverts possible sur la société dans un Parti où les militants retrouvent l'envie de débattre et de militer.

C'est cela l'enjeu du Congrès de Dijon et c'est pour cela que nous faisons toute une série de propositions qui permettent d'avoir, à Dijon, un Congrès constituant et imposant immédiatement cette rénovation en profondeur du Parti, pour lui permettre sur bien des chantiers qui sont ouverts, sur bien des questions qui méritent d'être débattues et traitées, dans les semaines et dans les mois à venir, d'élaborer le projet politique et de porter le projet politique que nous présenterons aux Français le moment venu.

C'est cela l'enjeu !

Bien entendu, nous ne pouvons pas sortir du Congrès de Dijon sans quelques idées claires, sans avoir opéré une clarification de notre ligne politique. Et sur ce plan, mes chers camarades, nous avons la conviction que le débat qui s'est déroulé jusqu'alors autour des contributions n'a pas encore amené la clarification souhaitable pour tirer toutes les leçons du 21 avril, pour jeter les bases de la reconstruction de la Gauche, une clarification tout à fait indispensable sur les sujets que j'évoquais tout à l'heure.

Quand je dis que le débat ne l'a pas permis, vous me permettez d'indiquer que, selon nous, la méthode qui a consisté dans le temps des contributions à agréger dans un axe un certain nombre de personnalités du Parti sans véritablement débattre au fond, ne nous semble pas un élément de clarification et c'est en ce sens aussi que nous souhaitons que le débat se poursuive.

Parce que les questions posées par la crise politique et sociale révélée par le 21 avril le nécessitent, et nous avons dit depuis le début que nous souhaitons un congrès d'idées, un congrès de propositions et non pas un congrès de stratégie personnelle.

Pour conclure, sur le sens de cette démarche...Je crois aussi que, si nous voulons réussir notre Congrès, nous devons être capables de nous écouter !

Je voudrais faire, François, deux remarques :

La première : je lis, j'entends que l'unité du Parti et le rassemblement des Socialistes seraient compromis parce qu'il y aurait plusieurs motions.

Franchement, je ne le crois pas. Je ne crois pas que l'unité du Parti ou le rassemblement des Socialistes soit compromis par le débat. Je pense même l'inverse. Je pense que l'unité du Parti et le rassemblement des Socialistes seront plus forts si nous sommes capables de mener un débat d'idées et de propositions qui permette, à l'occasion du Congrès de Dijon, de dire aux Français quelle est l'analyse que nous faisons du 21 avril, ce que nous avons à leur dire, ce que nous allons faire, ce que nous leur proposons et sur quelle base nous proposons de reconstruire.

Le dépôt d'une motion est une décision que l'on prend avec le souci de la responsabilité et, pour ce qui nous concerne, nous le faisons avec conviction, détermination et sincérité.

Nous n'acceptons pas que l'on mette en doute la sincérité de notre démarche. Nous sommes engagés dans le débat militant depuis de longues semaines. Nous souhaitons jusqu'au bout porter la parole des militants qui nous font confiance.

Deuxièmement, là aussi par rapport à ce que je lis ou j'entends ces derniers jours ou ces dernières heures, je veux indiquer au Conseil national et aux militants que, pour ce qui nous concerne, nous allons aborder le débat qui s'engage

maintenant dans une nouvelle phase : dans la phase des motions.

Ce débat, nous allons l'aborder dans le même esprit que celui que nous avons eu au début du débat sur les contributions. C'est-à-dire sans a priori. Nous allons rester dans le débat sur les idées, dans le débat sur les propositions, et non pas rentrer dans le jeu des stratégies personnelles ou des questions de personnes.

Nous allons le rappeler au début de notre texte. Pour ce qui nous concerne, nous ne roulons pour personne, nous ne roulons contre personne. Nous voulons rouler pour le Parti Socialiste et ses militants pour que, un an après le 21 avril, nous ayons un grand Congrès, un Congrès à la hauteur de la situation, un Congrès qui permette de rendre confiance aux militants dans leur Parti et qui nous permette, dans la rénovation et la clarification, de reconstruire et de rendre une perspective à la Gauche.

Mes chers camarades, je vous remercie de votre attention et j'invite évidemment toutes celles et tous ceux d'entre vous qui souhaitent s'associer à cette démarche à nous rejoindre!

Présentation de la motion E, Pour un nouveau monde, un autre chemin

Jean-Luc MELENCHON

Chers camarades,

Je m'inscrirai dans l'Antienne qui vient d'être lancé, qu'on entendra sans doute à nouveau beaucoup dans ce Congrès, vous imaginez pourquoi, « Le Nouveau Monde » bien sûr ne souhaite pas un Congrès de confusion, ni un Congrès de division.

Le moment, d'après nous, est un moment grave et ce dont a surtout besoin le mouvement socialiste c'est d'idées claires. Le Congrès ne doit pas être cette espèce de compétition de comice agricole pour savoir qui tondra le plus vite et le mieux !

Ce n'est pas le moment de présenter le programme de gouvernement, qu'au demeurant l'actualité ne nous annonce pas pour tout de suite. C'est le moment de savoir où on en est, de prendre la mesure des événements pour pouvoir y répondre.

C'est cela le devoir d'un Congrès, c'est orienter le mouvement socialiste.

Et nous sommes sous le choc de deux immenses catastrophes, celle du 21 avril qui bien sûr a sa part d'accident, comme dans toute œuvre

humaine, mais ce n'est pas un accident que le mouvement socialiste ait été à la merci de deux voix par bureau de vote, que le deuxième tour de l'élection en France voit la Gauche renvoyer en exil, un candidat d'extrême droite être présent, recueillant un très grand nombre, en tout cas un nombre de suffrages supérieur à celui des forces progressistes parmi les ouvriers et les employés, c'est une catastrophe morale, intellectuelle, politique et nationale.

Et maintenant, voilà la guerre, bref de ces deux séries d'événements nous concluons que rien à cet instant n'a fait reculer les causes de ce qui s'est produit le 21 avril, qu'il y a donc en quelque sorte face au pouvoir des libéraux, quelle qu'en soit la forme et quel que soit le pays, l'expression économique, sociale, militaire, politique comme cela a été dit tout à l'heure, car il y a un lien entre l'imperium des Etats Unis et la globalisation libérale du Monde, et la réponse que l'on fait, les idées sont un enjeu sur cette pente, ce n'est pas le mouvement progressiste qui a la main. Il s'agit de la reprendre.

Une course de vitesse pour savoir si face à ces gouvernements, face à cette politique des

libéraux, qui va l'emporter de l'obscurantisme, de l'extrême droite ou des progressistes ?

Si vous faites le compte du 21 avril et de ce qui se passe dans le Monde, la masse de ceux qui rejettent confusément – c'est un contre très divers – est supérieure à ceux qui se trouvent satisfaits du système donc nous sommes dans un grand mouvement de l'histoire, et non pas dans un accident momentané qui se règlera d'une élection à l'autre.

Dès lors, on se plaint souvent que les socialistes ne soient pas audibles, ce n'est pas qu'ils ne parlent pas, c'est qu'ils ne sont pas crédibles ; pour être audibles, il faut être crédibles et pour être crédibles il faut avoir fait une bonne fois la clarté sur les sujets qui nous importent. Cette clarté, c'est l'enjeu des consciences de la masse des Français, de la masse des travailleurs, des employés.

Leur conscience est un enjeu, et nous avons eu la démonstration dans l'enquête faite par le CEVIPOF – une enquête sérieuse tout de même, 8.000 « face à face » - parmi ceux qui sont de culture de gauche et qui n'ont pas voté pour le Parti Socialiste, le plus grand nombre de ceux qui n'ont pas voté pour le Parti Socialiste ce sont ceux qui pensent qu'il y a une confusion, voire une équivalence entre droite et gauche.

La clarté n'est pas un obstacle à l'entraînement et au dynamisme, c'est l'inverse, c'est la clarté qui permet d'entraîner et de dynamiser le peuple français dans telle ou telle direction, dans tel ou tel projet.

Je viens donc aux registres sur lesquels la clarification doit s'opérer. Il y en a 4 selon nous.

D'abord le diagnostic : oui ou non sommes-nous d'accord pour dire que le système économique dans lequel nous vivons, que nous appelons sans cesse par un euphémisme, qui est devenu une caractéristique de la pensée socialiste, société de marchés, économie des marchés, libéralisme dit sauvage, adjectif venant polluer la clarté de la pensée, bref oui ou non le capitalisme de notre temps est-il un système efficace ? beaucoup d'entre vous le soutiennent pour créer des richesses ou est-il un système inefficace ? Nous soutenons qu'il est un système inefficace et dangereux comme les Argentins viennent de le découvrir, comme un nombre croissant de peuples vont s'en rendre compte s'ils ne s'en rendent pas déjà compte.

Sur le plan social, il est radicalement insupportable, sur le plan écologique il est radicalement insoutenable, enfin sur le plan politique il est profondément, intrinsèquement instable, et que donc, comme nous sommes en

train de le voir, dès lors qu'il faudra tout faire pour balayer tout cadre de régulation citoyenne, démocratique, que ce soit en Europe ou dans le Monde, il ne restera que la logique des rapports de force et la loi du plus fort.

Dès lors, il est instable et porteur de guerre selon la formule ô combien actuelle de nos grands anciens.

Oui ou non sommes-nous d'accord pour traiter en face ces impasses ? Et donc, à partir de là, pour résoudre la contradiction dans laquelle nous nous sommes trouvés, dans la période précédente où pour la deuxième fois une grande stratégie socialiste a échoué. La première c'était le programme commun, la réponse au programme commun, à l'échec du programme commun, cela a été la construction de l'Europe en tant que stratégie socialiste, recréer un contrat dans lequel faire de la conquête sociale.

La deuxième stratégie c'est celle que Lionel avait parfaitement résumée, qui a produit ses effets, mais qui en même temps montrait sa limite, c'est de dire : le cadre de la mondialisation libérale est incontournable, ce sont ses propres termes que j'emploie là, nous sommes isolés, c'est dans le système qu'il faut faire des prises d'avantages.

C'est pourquoi sa stratégie, le réalisme de gauche, le réformisme de gauche, tout cela n'a rien de nouveau, a permis à la fois des prises d'avantages et d'inouïes concessions qui en ont complètement brouillé le sens et la portée politique.

Alors comment nous répondons à cette impasse ? Ce n'est pas un problème de trahison ou de je ne sais quoi. Nous pensons qu'il faut y répondre avec une ligne d'action, la ligne des ruptures qui combine les revendications de rupture avec l'ordre économique dominant, avec l'action de rupture.

Je vous dis, camarades, que dans un parti Socialiste, la rupture ne doit pas tirer de sourires car nombre sont pour rompre avec le capitalisme et ceux qui ne veulent pas la rupture sont obligés de dire qu'ils veulent la continuité.

Je veux donner des exemples, je vais en donner peu mais j'espère qu'ils seront assez clairs.

Sur le service public, « Nouveau Monde » propose que le parti socialiste dise que plus aucune entreprise publique ne verra son capital ouvert, plus aucun service public ne sera ni démantelé ni mis en zone concurrentielle, aussi longtemps qu'un service d'intérêt général, service public européen ne l'aura pas remplacé. Voilà qui est clair !

Sur les retraites, plutôt que des formules embarrassées, premièrement la retraite à 60 ans ;

deuxièmement le système par répartition, donc le refus absolu, quelles qu'en soient la forme et l'appellation, de quelque système de pension, de fonds de pension que ce soit.

Troisièmement, la compensation au niveau auquel elle se trouvait avant la réforme Balladur.

Quatrièmement, en pleine logique, dès lors que nous voulons le système de répartition et le niveau de répartition qui existaient avant la réforme Balladur, l'acceptation du fait que les conditions doivent être portées au niveau du point d'équilibre des régimes concernés, ce qui signifie donc le contrat social pour décider qui paye et à quelle proportion.

En gros et en quelque sorte, cette lutte de classes dont quelques-uns d'entre vous ont bien voulu parler récemment pour se souvenir qu'elle existait.

Sur les licenciements boursiers, il n'est pas vrai que nous soyons dans l'impuissance, qu'on ne puisse rien faire. A de nombreuses reprises, je crois déjà ici à cette tribune, Alain VIDALIS a fait la proposition du droit de veto social. Nous le reprenons lorsqu'une entreprise... je sais que c'est difficile à débrouiller, entre licenciement économique et licenciement boursier, mais il y a des choses qui se constatent facilement, quand une entreprise a fait des bénéfices, une, deux, trois années consécutives, alors les licenciements doivent être interdits, aussi longtemps qu'ils n'ont pas reçu l'approbation dans le cadre d'un plan global d'un accord majoritaire des syndicats, j'ai bien dit « majoritaire » donc on peut faire !

En le faisant, mes camarades, nous redonnerons confiance et nous montrerons que nous sommes capables d'avancer dans une voie à des milliers de gens que vous avez entendus à la télévision, qui ne comprennent pas l'impuissance, que personne ne fasse rien et qu'on ne puisse rien contre le fait qu'ils sont jetés à la rue.

Enfin, sur l'Europe, il faut des points de clivage, pour que l'on sache de quoi on parle. La position de « Nouveau Monde » est parfaitement claire, nous sommes hostiles à l'élargissement et nous nous y opposons tant que n'est pas constitué le caractère démocratique de l'Europe qui permette de prendre des délibérations collectives, créer du cadre de la loi qui permette de faire du compromis social de la loi et du progrès. Non, à l'élargissement s'il n'y a pas l'approfondissement démocratique. Voilà quelque chose de clair et c'est un choix. A partir de là, comme nous avons voulu aller au bout de notre logique, vous avez entendu Henri EMMANUELLI faire les propositions qui vont avec, sur cette idée de faire ce noyau dur démocratique qui est à notre portée avec tous les moyens que cela implique, y

compris les moyens militaires, de sécurité collective, pour ceux qui en seraient partie prenante.

Vous direz ce que vous voudrez de cette position, sauf qu'elle est incohérente, qu'elle n'est pas complète, elle forme un bloc qui vous est proposé.

Troisième registre. Il faut faire vivre une stratégie, nous devons tirer les leçons sans ingratitude, en tenant compte de ce qu'elle nous a rapporté, de l'échec de la stratégie de la gauche plurielle, de la forme de la gauche plurielle. Je le dis sans ingratitude, nous en avons eu des avantages, il y a eu des résultats mais c'est un échec, c'est la vision la plus stérile, la plus sèche de l'union qui a fini dans un marchandage de circoncriptions qui n'avait plus aucune signification, auquel personne ne comprenait rien, en tout cas les gens normaux.

Il nous faut absolument l'union et il nous faut globalement l'union. Et il faut l'union sans proclamer qu'il n'y a pas le droit d'y siéger.

Mes Chers Camarades, si vous avez pu croire pendant des années que le centre de gravité politique de ce pays, c'est-à-dire l'endroit où il pouvait se créer des déséquilibres féconds pour la gauche, se trouvait entre la droite, le centre et la sociale démocratie, à l'évidence le résultat de l'élection présidentielle du 21 avril vous montre que le centre de gravité qui permet le déséquilibre fécond, qui entraîne le reste de la société, il est entre nous, la sociale démocratie et la gauche mouvementiste, la gauche radicalise, le peuple qui ne veut plus entendre parler du libéralisme.

Voilà ce que j'entends par le mouvement du centre de gravité. C'est là que le Parti Socialiste doit recréer ce mécanisme. Je m'oppose donc avec mes camarades formellement à la phrase que j'ai lue dans la nouvelle revue socialiste, sous la plume de vos théoriciens - et ce sont des gens brillants - qui dit que le temps est passé où nous pouvions dire que nous n'avions pas d'ennemis à gauche. Pour nous, Nouveau Monde, nous n'avons toujours pas d'ennemis à gauche. Nous avons des partenaires, nous avons des gens avec qui nous nous confrontons et nous dialoguons, avec qui nous sommes en compétition, mais nous n'avons pas d'ennemis à gauche et nous refusons le partage des rôles commencé dans le Parti et que vous voulez prolonger dans la gauche plurielle, entre les soi-disant réformistes et les soi-disant révolutionnaires, dont la division au bout du compte n'aboutit ni à la réforme ni révolution. Enfin le Parti. C'est le quatrième registre, François, je vais te dire franchement, avec tout le respect qui est dû à chacun, si vous pouviez lire vos propres textes, vos propres statuts, quel grand progrès nous ferions, car la plupart des choses que vous êtes en train de proposer existent déjà dans les statuts, notamment depuis

la dernière réforme, celle du moment où Lionel JOSPIN est redevenu le Premier Secrétaire du Parti, car nous avons déjà rénové, nous nous rénovons après chaque crise, nous faisons un grand chambardement à chaque fois, même avant que tu arrives.

En particulier la conférence annuelle, c'est moins que les deux conventions prévues par les statuts, le référendum militant, on l'a déjà adopté. Ainsi de suite. Ce n'est pas cela ce qu'il faut faire. Ce n'est pas comme cela qu'il faut faire. Il faut changer par son contenu la raison pour laquelle on adhère au Parti Socialiste, la forme du Parti Socialiste et il y a une expression qui doit le résumer : ce doit être un parti de combat, un parti de mouvement, d'éducation populaire, qui clarifie, qui explique, qui rend compréhensible que ce qui s'abat sur la masse des gens ce n'est pas je ne sais quelle misère qui tomberait du ciel comme la pluie ou la grêle, mais le capitalisme qui est à l'œuvre.

Il nous faut un parti de combat, un parti de construction dans, par et avec la lutte d'une conscience collective comme l'on fait avant nous des générations de socialistes. La meilleure école du socialisme c'est le terrain, c'est la lutte. Cela a toujours été comme cela. On ne voit pas par quel miracle ce serait autrement aujourd'hui.

Voilà Chers Camarades, une autre question que je propose d'éviter, même si elle est posée. Le débat est orageux. Je propose que l'on s'évite, compte tenu de la propension déjà très grande et des observations à ne retenir de nos débats que la surface des choses - quoi que pour figurer dans cette surface il faut bien parfois sacrifier - ce qui fait que nous sommes quelque part en quelque sorte les complices du système.

Je propose qu'on s'évite la question de savoir si ce Parti viendrait par hasard à manquer de Premier Secrétaire capable. Car cela est offensant. Il y en a des dizaines voyez-vous ? Je ne vous parle pas de Henri ou de moi, ou de quelques autres, il y en a des dizaines, donc ce n'est pas le sujet.

Je propose que l'on en reste au débat sur l'orientation : que voulons-nous faire ? et que l'on ne saute pas le tour de ce congrès. Que l'on ne dise pas que ce congrès ne compte pas, que c'est le suivant qui est important parce qu'au suivant on désignera le candidat à l'élection présidentielle et que d'ici là tout ne serait que farce ou comédie. Car nous restons sur la ligne que propose François, qui n'est au fond que la ligne que menait Lionel JOSPIN, avec la même cohérence intellectuelle. Je n'en fais pas grief, même si parfois il faudrait citer les auteurs, surtout quand il se donne la peine de le rappeler dans « Le Monde ».

Si nous faisons cela d'une part et d'autre part que ce sont les mêmes - ceci dit sans viser aucune personne - cela signifie que la leçon que nous tirons du 21 avril, de la guerre d'Irak et de tout le reste, le seul parti de gauche aura comme message à la sortie de Dijon : « Dorénavant c'est comme auparavant : même ligne, même équipe. »

Non ! Je propose qu'on change et de ligne et d'équipe et que l'on cherche à entraîner avec tout le monde bien sûr, tout le monde dans le Parti, il n'y a pas d'exclusive, tout le monde le sait bien, et que l'on cherche à produire par notre dialogue fracassant un retour fracassant du Parti Socialiste sur la scène publique et une capacité à entraîner derrière lui la masse du peuple français qui ne parle pas avec vos euphémismes, mais plus souvent dans le ton rude qui est le mien !

Les contributions qui ont rejoint des motions ci-dessus

Jean GLAVANY

Chers camarades, il n'y a pas forcément besoin d'une heure pour être clair, je vais au but, je m'exprime au nom de ma contribution.

Pour que les choses soient claires, nous avons décidé de soutenir et de signer la motion du Premier Secrétaire François HOLLANDE.

Nous le faisons pour des raisons de forme et de fond.

Les raisons de forme, je pense que c'est le bon moment pour le faire, parce que nous voulions rentrer dans ce congrès avec des idées claires,

des idées débattues. Nous avons fait cette contribution parce que nous pensions avoir deux idées à exprimer autour de cette reconstruction de la citoyenneté, citoyens du monde, citoyens européens, citoyens français, citoyenneté de droits et de devoirs qui est pour nous la seule réponse crédible à la crise politique démocratique que traverse notre société.

Nous voudrions débattre de ces idées avec les militants et nous ne regrettons pas de les avoir exprimées et de les avoir débattues. Nous venons avec ces idées dans la motion de François HOLLANDE, dans le respect de ces

idées et je veux d'ailleurs remercier François de les avoir intégrées à leur juste place. C'était le bon moment pour le faire parce que nous voulions respecter le temps du débat sur les contributions.

En même temps, s'il n'était pas trop tôt, il n'est pas trop tard non plus pour le faire et je dis les choses clairement, nous rejoignons la motion de François HOLLANDE parce que nous considérons que dans cette crise politique et démocratique que la France traverse, et en même temps dans la secousse qu'à traverser le Parti Socialiste à partir du 21 avril, nous ne voulons pas, en responsabilité, ajouter le risque d'une crise de direction, je le dis clairement. En responsabilité, nous ne voulions pas prendre le risque d'une crise de direction. Nous avons vécu cela après le traumatisme de 1993, des majorités instables et des collisions hétéroclites, je veux dire les choses comme je les ressens. Nous tirons les leçons de ces expériences et nous ne prenons pas le risque d'une crise de direction.

Mais il y a évidemment, au-delà, des raisons de forme et c'est surtout le plus important, des raisons de fond. Ces raisons de fond tiennent au contenu politique du texte. La motion de François HOLLANDE, telle que nous l'avons travaillée dans un débat ouvert, transparent, démocratique ces dernières semaines et surtout ces derniers jours, est une motion qui est clairement ancrée à gauche et qui clairement se situe dans ce que j'appelle le centre de gravité historique du Parti Socialiste. Ce centre de gravité, vous le savez tous, tel qu'il est exprimé par les militants depuis des décennies, est un centre de gravité clairement ancré, tranquillement à gauche. Ce texte l'est et je m'en réjouis en particulier sur un point que nous avons exprimé dans notre contribution, essentiel dans la citoyenneté française de droit et de devoir. Nous avons insisté sur ce devoir élémentaire de payer des impôts, juste pour avoir le droit d'avoir des services publics forts et de qualité. La motion de François HOLLANDE, telle que nous la rejoignons, est une motion qui, sur ce droit et ce devoir là est d'une clarté qui nous satisfait et qui tirent les leçons de nos échecs et de nos erreurs, y compris dans la législation passée.

De ce point de vue, c'est un choix politique d'une motion clairement ancrée à gauche. C'est aussi

un choix politique, j'en terminerai par là, d'une motion qui s'engage dans la rénovation du parti. François prend dans cette motion des engagements clairs pour moi, importants, notamment par cette mise en place d'une conférence militante qui est essentielle pour moi, qui est un rendez-vous annuel démocratique où, au fond, les militants pourront donner quitus à la direction du Parti du respect des engagements pris. Pour moi, c'est un choix fondamental, ce choix de la rénovation est pour nous essentiels, car je veux répondre à d'autres interventions, chacun comprend bien qu'à l'issue de ce congrès, on ne pourra pas prendre les mêmes pour recommencer, tout le monde le sait.

Pour aborder ce sujet, il faut faire preuve de responsabilité.

Je ne voudrais pas que le Congrès se termine par des raisonnements que je ne voudrais pas qualifier de degré zéro de la politique - je ne veux pas être désobligeant vis-à-vis de camarades - mais enfin on ne va pas jouer entre nous au concours de ceux qui disent le plus de fois le mot « militant » dans leur intervention ! Nous sommes tous des militants à notre place et la motion des militants, chers camarades, fera 100 % au prochain Congrès, ou alors je n'y comprends plus rien !

Nous sommes tous des militants, donc soyons sans démagogie avec les militants que nous représentons et en même temps ne laissons pas prise à autre chose (un autre degré zéro de la politique) du genre : « L'ennemi, c'est l'ancien Ministre ! » J'en fais partie, je veux bien être l'ennemi de qui vous voulez, mais permettez-moi de vous dire que des « militants », il y en aura dans toutes les motions, si j'ai bien compris, des anciens Ministres, il y en aura dans beaucoup aussi, et j'ai même entendu certains Ministres dire : « Sortez les sortants », comme cela tout est clair entre nous ! Mais franchement, dans les anciens ministres, il y en a qui ont eu le tort ou la raison d'être réélus ou d'être battus après dans leur circonscription, il y en a qui ont défendu des positions au Gouvernement ou au Parlement différentes des uns ou des autres... faisons de la politique ! Ne nous en tenons pas à ces étiquettes, essayons de rénover sur le fond et vous verrez que la forme viendra avec.

Vincent ASSANTE

Mes chers camarades, nous sommes arrivés à l'issue de la première phase de nos débats, à l'issue des contributions.

J'avais déjà expliqué lors du dernier Conseil National pourquoi j'avais déposé une contribution.

Je n'y insisterai pas, si ce n'est pour rappeler que lorsqu'on a des responsabilités au sein du parti et après le choc du 21 avril, il est nécessaire, comme en 1993, de prendre sa feuille et sa plume et de dire exactement ce que l'on pense. Comme cela, ensuite, les choix apparaissent clairs parce

que tout le monde peut juger sur quelle base les reclassements se font, en dehors des petits accommodements.

J'ai donc choisi de rejoindre « Nouveau Monde ». C'est tout à fait clair lorsque vous lirez ma contribution et la contribution de « Nouveau Monde ».

Hier, un contribuable - je n'ai pas fait bien attention à qui c'était - a dit en substance : « On peut avoir des idées, y compris faire les analyses que fait Vincent ASSENTE, et faire un autre choix ».

Oui, bien sûr, on peut faire un autre choix et rejoindre la motion qui, d'emblée, se veut être une motion majoritaire. Mais outre que j'ai perdu mes illusions quant à la possibilité de peser dans ce type de méthode, je dirai aussi que toute motion qualifiée de minoritaire, dès lors qu'elle pose les problèmes au fond, a vocation à un moment ou à un autre, à devenir majoritaire. Mais pour cela, il faut que le débat aille jusqu'à son terme, bien évidemment.

Ne croyez pas qu'alors que j'ai des responsabilités nationales depuis 1990 - délégué national, responsable national ensuite et secrétaire national, nommé d'ailleurs par François HOLLANDE - j'abandonne tout ceci sans un petit pincement au cœur, m'étant investi dans un secteur en tentant d'aborder l'ensemble des questions du handicap, non pas avec assistance, voire même solidarité, mais sous un angle politique.

Si j'ai décidé de le faire, si j'ai décidé de quitter cela, c'est parce que je crois que, François - et nous nous sommes entretenus à ce sujet - il y a une erreur de méthode.

On ne peut pas, d'emblée, partir du principe, avant même que le débat soit allé jusqu'à son terme, qu'il est important de constituer une majorité. A partir de ce raisonnement, tu es devenu le ciment d'un certain nombre de forces centrifuges et c'est ce qui fait que, dans ta contribution - je ne le sais pas pour la motion - il est écrit : « Ce n'est pas parce qu'on a eu un bilan pas assez à gauche qu'on a perdu, mais c'est par rapport à une mauvaise lisibilité du projet ».

Il est très frappant de voir, quand on examine et qu'on compare les contributions - j'en citerai au moins deux - combien NPS et « Nouveau Monde » reviennent sur les questions passées et combien la contribution portée par le Premier Secrétaire y revient peu. C'est pour une raison simple : ré-aborder ces questions, c'est nécessairement ouvrir la boîte de pandore et, à partir du moment où l'on est dans une logique

majoritaire avant même que le débat soit allé jusqu'à son terme, on ne peut pas le faire.

Car enfin, mes camarades, à Amsterdam, qui n'était pas une réussite, nos camarades ont tenté de résister dans des conditions difficiles et, cinq ans plus tard, à Barcelone, nous avons capitulé ! Qu'est-ce qui s'est passé ? Comment se fait-il que ces audacieux « constructeurs du possible » (je fais référence au livre de Lionel sur « L'invention du possible ») ont pu, cinq ans plus tard, devenir des gestionnaires au quotidien du probable ?

Si nous ne revenons pas sur ces questions, nous ne pouvons qu'aligner un certain nombre de propositions et de promesses, mais ce n'est pas pour autant que nous gagnerons la crédibilité de nos militants et que nous regagnerons les suffrages de ceux qui nous ont abandonnés dans cette affaire.

Donc, je crois qu'il faut que le débat se mène jusqu'à son terme, car enfin, comment ne pas voir que nous sommes en guerre depuis des décennies et des décennies ? Depuis que les salariés - on disait avant le prolétariat - ont tenté d'arracher un certain nombre d'acquis, de droits et de garanties, ces droits et ces garanties ont toujours été attaqués par une volonté de remise en cause.

Nos sommes dans une période où le balancier de l'histoire revient très largement à droite. Comment ne pas admettre que la pression du libéralisme pèse sur chacun de nous, a fortiori lorsqu'on est aux manettes et a fortiori lorsqu'on est dans une Europe telle qu'elle a été dessinée et telle qu'elle s'est délitée en cinq ans dans le cadre des élections successives qu'ont menées les différents pays européens ? Ce n'est pas attaquer les personnes que de dire cela, c'est simplement prendre conscience que l'individu isolé n'existe pas, que l'individu n'existe qu'en tant qu'être social et qu'il en est de même, et a fortiori encore plus, pour l'individu politique.

Si nous n'avons pas ces discussions entre nous, mes camarades, je le dis très clairement, nous ne pourrons pas gagner lorsque nous aurons des échéances fatidiques.

C'est donc pour ces deux raisons que j'ai choisi de rejoindre « Nouveau Monde ».

Un dernier mot, et je conclus, sur la question du réformisme de gauche.

Mes camarades, nous sommes tous des réformistes. Certains seront peut-être un peu timides, d'autres un peu plus radicaux, mais nous ne pouvons exister qu'en tant que réformistes et considérer qu'il pourrait y avoir un réformisme de gauche, ce serait penser qu'il pourrait y avoir un réformisme de droite. Mais enfin, mes camarades,

la droite ne réforme pas, elle remet en cause ! Ce n'est quand même pas la même chose !

Donc - et je suis tout à fait d'accord avec Marc DOLEZ quand il dit que maintenant la deuxième phase va s'ouvrir - je crois qu'il faut que nous portions le débat au sein des militants, car après tout ce sont les militants qui trancheront, et

j'espère qu'au travers de ce débat, des réunions qui se tiendront, se lèveront dans le parti un certain nombre de groupes qui tendront à faire prévaloir l'intérêt général, parce que l'unité du parti est à préserver mais cette unité ne peut être préservée que lorsque nous serons allés les uns et les autres très honnêtement au bout de notre démarche.

Barthélemy ALCANTARA

Mes chers camarades, avec une poignée de militants - mais je dirai peut-être, pour être plus clair, d'adhérents du Parti Socialistes qui n'appartiennent pas à l'appareil du Parti Socialiste - nous avons cherché à exprimer une parole légèrement différente.

Je ne sais pas si cela ressort de la multiplication des ego qui a été dénoncée il y a un mois, mais il est clair que, pour nous, notre contribution souhaitait redonner à notre parti des règles et des pratiques plus conformes à cette démocratie des ego que les socialistes cherchent à construire depuis plus d'un siècle.

Nous avons, pendant la période des contributions, constaté l'extraordinaire foisonnement des contributions et leur richesse prouve que notre parti a des choses à dire dans sa profondeur.

Quel gâchis que ces contributions thématiques ne soient pas pleinement exploitées. En tous les cas nous en avons tiré une certitude : il faut continuer à refuser la confiscation du débat.

Pour nous, pour tirer vraiment l'essentiel des leçons de la gigantesque gifle du 21 avril, nous ne pouvons pas nous contenter, après un débat initial, d'un replâtrage marginal d'un parti, simple machine électorale de moins en moins convaincante.

Nous souhaitons que le PS joue pleinement le rôle d'intellectuel collectif, partout, dans les sections, les fédérations.

Notre contribution proposait un vrai journal, une confédération des gauches pour rassembler dans la pluralité, intégrer les formes associatives, un Conseil National qui travaille...

Nous souhaitons une rénovation des responsabilités à tous les niveaux, en interdisant plus de 3 mandats successifs, et non pas un éventuel renouvellement au tiers où l'on risque de voir s'instituer une nouvelle inégalité entre les militants, entre deux tiers d'inamovibles et un tiers de militants tourneurs.

Nous souhaitons concrétiser la dimension régionale, l'approfondissement de la parité, une réelle ouverture, un réel effort de promotion dans notre parti à toutes les minorités.

Tout ceci concernait la rénovation du parti.

Pour la ligne politique, nous demandions un réformisme fort et convaincu avec, comme fil directeur, démocratiser les démocraties et de nombreuses mesures concrètes, parfois originales, des réformes pour exclure toute cohabitation, de fortes avancées sociales, un troisième pied universel pour les retraites, la sécurité professionnelle et sociale, le contrat de vie universel, la majorité sociale à 18 ans qui donnerait des degrés de liberté pour le financement des retraites et pour le traitement des transitions dans les trajectoires professionnelles.

Nous souhaitons aussi la nécessité d'une avancée vers une fédération européenne plus démocratique, plus sociale et plus puissante, regroupant les nations volontaires, complétée par une grande Europe confédérale élargie, une grande vigilance sur les négociations à l'OMC et une contre-offensive progressiste à tous les niveaux, Internationale socialiste et PSE contre la globalisation libérale.

Nous pensons que le Parti Socialiste, s'il s'en donne les moyens, peut l'emporter face au formidable bulldozer néolibéral.

Nous devons veiller à ne pas intégrer dans nos raisonnements les valeurs dominantes de la droite, par exemple cette valeur du travail qui doit être fort justement privilégiée, mais, mes chers camarades, les faits sont têtus : encore et toujours, à moyen terme, il faudra travailler moins pour travailler tous. Notre responsabilité sera simplement de trouver les réformes adaptées à la situation économique du moment.

Le discours du Medef associant la RTT au mépris du travail est une escroquerie intellectuelle qui doit être combattue avec conviction.

La sécurité aussi est à l'évidence une valeur de gauche, mais il nous faut définir une sécurité globale, sociale, professionnelle.

Nous devons réinventer de nouveaux droits pour tous : ceux de ne pas être exclu et de vivre décemment de son travail.

Mes chers camarades, ces propositions étaient sur la table, chacun pouvait s'en emparer. Notre déception a été à la hauteur de nos espoirs.

Notre Premier Secrétaire nous est apparu, malgré son évidente bonne volonté, quelque peu ligoté par l'inertie d'une majorité sortante dont l'objectif principal est sa pérennité.

Nous avons tiré de cette période, deux certitudes importantes, les pratiques n'ont pas été modifiées dans notre parti depuis le 21 avril et deuxièmement nous ne réglerons pas tous les problèmes, tous les grands thèmes de débat dans les quatre mois et lors de ce Congrès.

Nous demandons que 6 grandes conventions sur les grands thèmes soient programmées pendant les trois ans à venir, comme l'indiquent les statuts, mais soyons bien clairs, de vraies conventions permettant le débat, une véritable pluralité et un choix final.

Donc pour être fidèle à ce combat, aujourd'hui, avec la contribution des « militants pour une nouvelle gauche et PS » nous vous proposons une motion, vous verrez à la lecture qu'il ne s'agit pas d'aligner quelques mesures symboliques de rénovation, mais d'essayer d'aider à définir, construire, et faire vivre le socialisme du 21e siècle.

L'émergence de cette motion est le seul élément vraiment nouveau de cette période des contributions. Dans les petites fédérations, comme dans les grandes, à la base, comme au niveau national, encore et toujours la parole militante ne doit pas s'éteindre, mes camarades, ce n'est qu'un début, continuons le débat.

Martine AUBRY

Mes chers camarades, signataire avec d'autres d'une contribution « construisons un autre Monde », nous avons décidé de signer la motion de François HOLLANDE, dorénavant notre motion et je voudrais vous dire pourquoi.

Je dirai pour trois raisons essentielles :

La première c'est que nous avons la conviction que nous avons là un projet de gauche crédible. Nous avons, avec d'autres, le 21 avril, dit que nous étions convaincus qu'il ne s'agissait pas d'un accident de l'histoire, mais bien d'un échec dû à deux causes essentielles, le fait que certains, nombreux parmi les classes populaires, s'étaient sentis oubliés ou abandonnés, et puis je crois, le fait que nous avons largement sous-estimé la crise démocratique et politique de nos sociétés, où l'individualisme, la non morale, l'impuissance du politique, le traitement des problèmes par l'urgence, la non préparation de l'avenir, deviennent quasiment la règle.

Et notre conviction, c'est qu'un congrès réussi c'est un congrès où on commence par clarifier avant de rassembler et nous avons toujours dit que nous souhaitons une ligne claire. Pourquoi avons-nous dit cela ? Parce que nous avons, avec d'autres, beaucoup d'autres, je crois, la conviction que les valeurs historiques du socialisme, l'égalité, la solidarité, la laïcité, l'universalisme étaient plus que jamais d'actualité pour répondre justement à cet échec du 21 avril, à cette lutte contre les inégalités, plus que jamais qui doit être au cœur de notre combat et cette

capacité à retrouver un projet de société qui redonne à notre pays éclaté un sens et une espérance collective alors, nous nous sommes battus pour que ce projet soit un projet de gauche, clair, et nous avons la conviction qu'il l'est aujourd'hui.

Je ne donnerai que trois axes parce qu'il y en aurait beaucoup, ceux que nous avons défendus particulièrement, tout d'abord le combat contre les inégalités qui doit rester au cœur même du combat des socialistes.

Pour l'emploi, un bon emploi, c'est pourquoi dans la motion nous nous réjouissons de voir qu'il faut revaloriser les bas salaires, en prévoyant pour cela une modification des cotisations patronales assises sur la valeur ajoutée ; une taxation de l'emploi précaire.

L'objectif est de continuer à appliquer les 35 heures pour tous, les 40 ans de cotisations qui doivent entraîner la retraite, mais aussi, pour le dire de manière très large, une défense majeure des services publics avec pour nous un principe qui doit être au cœur de la pensée socialiste, revaloriser, redonner un sens à l'impôt et faire en sorte que des impôts justes pour des services publics forts soient la ligne que nous voulons voir appliquer.

Des services publics pour lesquels nous défendons une directive européenne et même une loi en France pour que tous les délégataires de service public, qu'ils aient un capital privé

aujourd'hui ou public, que nous souhaitons ne pas toucher, appliquent les mêmes règles de non-discrimination, de réduction de tarifs et aussi d'égalité, de qualité, donc des services publics au cœur de notre projet, pour l'éducation, pour la santé, avec un accent particulier que nous souhaitons pour lutter contre la crise du logement, pour reconstruire les cités, donc premier axe le combat contre l'inégalité au cœur même de notre projet.

Le second en une phrase, Jean GLAVANY y a beaucoup insisté, nous sommes convaincus, contrairement à Sarkozy que ce n'est pas en disant aux Français que nous avons la réponse à tout, qu'ils doivent avoir peur de leurs voisins, mais que c'est bien en recréant la citoyenneté, en nous appuyant sur la laïcité, que nous recréerons du sens collectif.

Par exemple, nous disons, même si ce n'est pas populaire, ayons le courage de défendre ce que la gauche aurait dû porter depuis toujours, un autre discours vis-à-vis de la jeunesse. Nous faisons des propositions dans la motion.

Vis-à-vis des étrangers, arrêtons de dire ce que nous avons trop entendu, c'est-à-dire que leur faire la place par les élections, leur donner la possibilité d'élire et d'agir aux élections locales, de supprimer la double peine c'était faire monter l'extrême droite. Nous avons eu le Front National, le 21 avril, faute d'avoir été suffisamment de gauche, eh bien nous l'affirmons dans la motion de François HOLLANDE.

Enfin, un mot pour dire que l'Europe fédérale est au cœur de cette motion, une Europe fédérale pour la paix, pour une Europe politique, une Europe des citoyens mais aussi parce que seule l'Europe porteuse des valeurs de l'humanisme peut créer une autre mondialisation, luttant contre la globalisation libérale actuelle.

La seconde raison, je serai très rapide, c'est parce que la motion que nous présentons propose un renouvellement et une rénovation de notre Parti. Moi, je le dis, sans Marc DOLEZ, sans les premiers secrétaires qui ont été autour de lui, qui ont lancé dès le départ la volonté que notre parti travaille, débattre avec les militants, nous ne serions peut-être pas là aujourd'hui, je crois qu'il faut reconnaître cet avantage et la qualité des débats qui ont eu lieu aujourd'hui.

Je crois qu'on peut dire que les militants qui souvent ont eu l'impression de ne pas avoir été écoutés, et notamment lorsque nous étions au gouvernement, eh bien aujourd'hui ont été entendus, par l'ensemble des propositions que François a prises, je n'y reviens pas, il les a lui-même développées, aussi bien le renouvellement des instances, et ce qui pour nous est encore le

plus important, je le dis, ce sont deux choses, parce qu'elles assoient la crédibilité de nos engagements, qu'elles assoient aussi peut-être la morale en politique, c'est que le texte et j'espère que cette motion sera majoritaire au congrès, nous le verrons, c'est que le texte qui sera majoritaire au congrès soit le lendemain respecté, respecté par tous, c'est la raison pour laquelle je crois et j'ai confiance en François HOLLANDE qui propose, chaque année, d'aller devant les militants pour expliquer où nous en sommes du texte que nous avons voté et aussi parce qu'il dit qu'il fera respecter par tous ceux qui l'ont signé les engagements que nous avons pris.

Enfin, et je conclus, la troisième raison, elle est encore plus politique, mes chers camarades, nous sommes aujourd'hui face à un pays éclaté qui a besoin d'une nouvelle espérance collective, maintenant que la droite remet en cause tous les acquis, que le chômage augmente, que la sécurité sociale est sans doute en grande difficulté, comme sont stigmatisés les pauvres et la citoyenneté et la démocratie en cause, quand le clientélisme, les nominations telles qu'elles ont eu lieu aujourd'hui ou le changement des règles de scrutins remettent en cause notre démocratie, alors nous avons besoin, la France a besoin de la Gauche et je le dis, François, je ne signe pas notre motion car c'est notre motion, parce qu'il y aurait l'Irak, qu'il faudrait se réunir, non, nous sommes tous contre la guerre en Irak, je ne signe pas non plus parce que je crains un congrès de Rennes, les camarades qui ne sont pas d'accord avec nous, ont le droit de déposer des motions, je ne crois pas à la crise du Parti Socialiste, je signe, parce que je me retrouve pleinement dans un texte qui peut redonner aux Français l'espoir effectivement d'une autre société, qui peut nous renforcer, et nous en avons besoin, dans le combat contre la droite, qui peut, surtout aujourd'hui et mes camarades ce sera peut-être trop tard demain, construire vraiment l'Europe, y compris cette Europe fédérale que nous voulons, y compris cette avant-garde comme nous le faisons aujourd'hui pour l'Irak, qui permettra de construire un autre Monde.

Voilà pourquoi nous nous retrouvons pleinement dans la motion de François HOLLANDE.

Puissions-nous continuer le débat jusqu'au bout, dans la même qualité que nous avons eue avec les militants jusque là, et puissions-nous faire ensemble qu'après Dijon eh bien les Français, parce qu'il ne faut pas oublier que derrière les militants ce sont les Français, à qui nous nous adressons, trouvent l'envie de vivre ensemble, cet espoir, ce sens collectif qu'ils ont perdu comme l'ensemble des pays développés, quand la foi remplace la tolérance, la fraternité, par rapport aux autres et sachons faire ensemble une Europe qui redonne au Monde non pas la situation

actuelle d'une division mais la volonté effectivement de construire un autre monde fondé sur la paix et la lutte contre la misère.

Voilà mes chers camarades ce que nous souhaitons dire ce matin.

Louis MERMAZ

Signataire d'une contribution alternative ou alternance, nous indiquons qu'à certaines conditions nous étions prêts à être cosignataires de la future motion de François HOLLANDE.

Nous estimons qu'en gros ces conditions, comme nous nous y attendions, sont remplies.

Dans la motion dont nous serons cosignataires, dès le départ, une large place est faite à la situation internationale et c'est vrai que cette crise irakienne nécessite de notre part une autre vision du Monde, sans disserter sur les notions de rupture au singulier ou au pluriel, nous ne pouvons, c'est vrai, nous opposer qu'à l'ordre international actuel, dominé par, n'ayons pas peur des mots, l'impérialisme américain orchestré par Bush, par ce qu'on appelle pudiquement l'unilatéralisme et qui est l'expression aujourd'hui politique exacerbée de la prédominance du système capitaliste version 2000.

Ordre économique et ordre politique se conjuguent, détruisent maintenant toute possibilité d'arbitrage des médiations internationales à travers l'ONU, laissent le Tiers Monde dans une situation de déshérence tragique, vont provoquer des catastrophes en chaîne dans le proche-Orient, soutiennent la politique de Sharon et dans le même temps vassalisation de notre Europe.

Nous retrouvons cette analyse dans la motion que nous cosignons avec François HOLLANDE, nous partageons aussi la volonté exprimée d'aller vers de nouveaux concepts sociaux, de rééquilibrer un partage de plus en plus inégalitaire entre le travail et le capital, de sauver les services publics et de faire toute une série de réformes nécessaires.

Mais cela doit nous conduire aussi à restaurer les droits et libertés et nous constatons qu'effectivement il est fait une place à ces préoccupations, avec la revendication de l'indépendance, de la justice, de la responsabilité des juges, du strict encadrement des détentions, notamment des détentions provisoires, d'une déontologie de l'action policière, du refus du tout sécuritaire, et Martine AUBRY avait raison de le dire, elle aussi, du respect du droit d'asile car les problèmes de l'immigration seront, soyons —en certains, un des grands problèmes de ce siècle. Mais la gauche, pour se reconstruire, doit avoir un projet ambitieux et ne pas seulement proposer une série de réformes. IL faut préparer un autre

rapport de forces, afin de pouvoir transcender les revendications populaires en direction d'une autre vision et d'un autre projet.

Appuyons-nous sur la Nation française, contribuons à la naissance d'une véritable conscience européenne, son histoire, sa culture, ses valeurs sont là, l'Europe c'est un immense chantier qui a débuté il y a soixante ans, il y a eu beaucoup d'avancées mais que de progrès encore à réaliser.

Que la Banque Centrale Européenne trouve en face d'elle un véritable pouvoir économique et depuis la crise irakienne qui a provoqué tant de bouleversements et d'éclatements au sein de l'Union européenne, nous avons conscience qu'il faudra aller beaucoup plus loin. L'objectif ce sera, même s'il est lointain, même si nous l'atteindrons par négociations prolongées, par étapes successives, d'arriver à une communauté de défenses et de politiques étrangères. Nous sommes heureux que dans la motion à laquelle nous allons nous associer, le terme de fédéralisme soit clairement prononcé.

Il faut aller vers une Europe fédérale, vers un gouvernement européen, c'est la seule façon pour nos Nations auxquelles nous sommes attachés, de perdurer et d'exister pleinement demain face à l'Europe car si nous demeurons isolés, les uns par rapport aux autres, nous ne serons plus que le musée de nos gloires passées.

Oui, l'Europe doit être fédérale et c'est ainsi que nous ferons lever un grand vent d'espoir et que nous pourrons trouver ces opinions publiques qui aujourd'hui, massivement, malgré certains gouvernements, se dressent contre la guerre américaine et contre la guerre pétrolière.

Alors - j'en terminerai là - que le seul congrès de Dijon soit un congrès d'unité, soit aussi un congrès d'invention, car il y aura diverses motions. Aujourd'hui on entend insister sur les différences, voire sur certains antagonismes, mais depuis 20 ans, plus de 20 ans que nous sommes associés au pouvoir, nous savons que lorsque les socialistes issus des motions les plus diverses, se retrouvent dans une majorité ou dans un gouvernement ils agissent à peu près tous de la même façon.

Alors l'important c'est de faire qu'entre ce que nous proposerons, ce qui sera la loi des militants

et ce que nous ferons quand nous serons au gouvernement, il n'y ait pas soudain oubli et trop de différence. L'unité c'est le respect lorsque nous sommes aux responsabilités de ce que nous avons décidé quand nous sommes dans l'opposition. Soyons à la hauteur de ces enjeux et faisons en

sorte que tenant compte de la situation internationale, nous appelions au rassemblement des socialistes pour une action efficace non seulement dans l'Europe - ne nous enfermons pas dans l'Europe - mais en direction du monde en général.

Pierre LARROUTUROU

Bonjour. Je m'exprime au nom de Claude DEBASE qui n'a pas pu venir aujourd'hui, premier signataire de la contribution « Parti Socialiste plus ».

Deux mots. Je crois que face à la gravité de la situation sociale, Martine et François ont raison de parler des objectifs de plein emploi mais il nous faut être beaucoup plus audacieux. Il y a toujours plus 3 millions de personnes inscrites à l'ANPE, plus 3 millions de précaires, plus 2 millions de RMIstes. Que proposons-nous ?

Les 35 heures, les 35 heures pour tous et la baisse des charges. Je crois nettement que cela ne suffit pas. Il faut reprendre le débat sur la question sociale, c'est là que les Français nous attendent.

La baisse des charges, très rapidement : le débat au moment de notre congrès va être sur l'avenir des retraites. Nous savons tous qu'il manque 9 000 milliards en gros pour les financer dans les 20 ans qui viennent. Serons-nous crédibles si nous annonçons une baisse des charges qui va en même temps permettre d'augmenter les salaires et de créer des emplois ? Il faut reprendre ce texte, avoir une vraie convention sur le sujet que le congrès ne se permettrait pas de trancher.

L'objectif des 35 heures pour 2012 : je crois là aussi qu'il faut être plus audacieux. Vous avez vu dans notre contribution que l'évolution de la productivité, dans tous les domaines, tend à se multiplier par cinq. Les 35 heures, c'était en 1972. Il faut plus d'audace. Les militants, les citoyens et nous-mêmes, tous quand nous parlons librement, avons envie de plus d'audace. Donc pourquoi nous sentir enfermés dans des textes anciens ?

Deuxième point - je ne veux pas être trop long et d'autres veulent parler, et puis c'est l'heure d'aller déjeuner - Quand j'ai dit que j'avais travaillé avec Marc DOLEZ et Jean-Patrick GILLES, beaucoup d'amis m'ont mis en garde contre une proposition de Marc DOLEZ, qu'ils trouvaient dangereuse qui est la constitution du Conseil National dont 50 % des membres seraient élus par les militants.

Quels sont les dangers ? Mes copains me disaient hier que cela allait donner un grand poids aux grandes fédérations. J'ai fait le calcul,

aujourd'hui parmi vous, tous courants confondus, il y a 13 personnes qui viennent du nord. Avec le système que nous proposons il y en aurait 4. Le béarnais que je suis ne se sent pas menacé par le poids des grosses fédérations. Faites le calcul. La grande différence est qu'au lieu d'être tous nommés par des listes nationales la moitié des membres du Conseil National seraient élus par leurs copains militants. Mais au total on respecterait la proportionnelle, comme le Bundestag en Allemagne la respecte, puisqu'une partie des députés est élue par la population et d'autres sur des listes nationales. Cela favoriserait le débat et quant au poids des grosses fédérations... le Nord n'enverrait que 4 personnes contre 13, je ne vois pas le danger. Vraiment l'argument tombe complètement.

Sur l'idée de dépolitiser le débat au Conseil National, au contraire le 50/50 n'est qu'une de nos propositions. Nous faisons d'autres propositions pour qu'il soit un lieu de débat, que l'on comprenne le temps de se parler, de réfléchir, de faire remonter toutes les idées, que ce soit le Parlement du Parti.

Oui. Notre principal objectif est que le débat continue après Dijon. On se souvient tous des états généraux des socialistes en 1993 et après cela le débat était retombé. Nous voudrions que le débat continue.

Ce n'est pas du poujadisme, ni du basisme que de dire que les militants demandent plus d'Europe, que depuis 5 ans les militants demandent une Europe plus politique, plus sociale, et notre réponse face à la crise irakienne serait plus convaincante si depuis 5 ans nous avions répondu aux propositions allemandes dans ce domaine.

C'est vrai que ce n'est pas du basique que de dire qu'ils demandent une lutte contre la précarité plus forte et d'autres relations nord-sud, qu'ils n'auraient peut-être pas été d'accord avec la baisse de l'aide au développement mais en même temps nous respectons tous les responsables du parti, sans lesquels ce parti n'existerait pas. Mais se donner les moyens d'avoir un vrai débat, dans les trois ans qui viennent, et même après 2007, il faut regagner le pouvoir, sinon je suis très inquiet pour notre société. Si la droite continue après 2007, mais il faudra que le débat continue

et que les militants puissent contrôler de différentes façons les actions des ministres. Oui, pour que vive la gauche et que vive le débat.

Marie-Noëlle LIENEMANN

Chers Amis, Chers camarades,

Notre congrès se présente dans un période historique tout à fait particulière: pour la première fois quasiment de son histoire le Parti Socialiste français a la responsabilité d'incarner l'essentiel de la gauche et presque toute la gauche démocratique. La disparition et l'affaiblissement durable du Parti Communiste modifie radicalement la donne de notre histoire et donc de nos responsabilités.

Ce déclin arrive à une période où par ailleurs le monde lui-même est en pleine hésitation, est en pleine incertitude. Rien n'est inscrit dans l'histoire. Bien sûr le capitalisme transnational est triomphant, bien sûr en dépit de la crise irakienne on voit bien le pouvoir, le poids et l'hégémonie des Américains est un énorme péril et par ailleurs une donnée qui ne sera pas si facile à inverser.

Alors ce congrès doit être celui de la reconquête, parce que nous avons besoin qu'en France la gauche reprenne pleinement sa place et reprenne sa place au pouvoir. Parce que la France n'est pas n'importe quel pays dans le monde et que la gauche française n'est pas n'importe quelle gauche dans le mouvement socialiste et social-démocrate.

Nous avons besoin que la France soit présente dans le monde et pas seulement pour éviter que dans une crise comme celle de l'Irak le droit et la paix prévalent sur la force et la guerre. Nous avons besoin de la France parce que l'idée républicaine est une idée mondialiste et une idée qui porte un modèle social et un modèle politique et pas simplement un équilibre des forces pour éviter le pire.

Si nous ne sommes pas capables d'être les héritiers de ce message, non pour en faire une exception mais pour en faire un projet d'ensemble pour l'Europe et pour la planète, pas dans ce qu'il y a de restreint dans notre vision républicaine mais dans ce qu'il y a d'ouvert et de large, nous manquerons la possibilité d'offrir au monde une alternative par rapport à un système injuste d'équilibre des forces et de domination culturelle et économique à la fois des anglo-saxons et du système capitaliste financier.

Nous avons l'impératif devoir de revenir au pouvoir, en étant majoritaires dans ce pays, pour que les thèmes de la république prennent toute la

dimension qu'ils peuvent avoir sur la scène mondiale et répondre autant aux injustices des échanges, au sous-développement du tiers-monde qu'à la simple logique géostratégique.

La deuxième raison est que pour revenir au pouvoir il faut que nous soyons en situation de reconquérir les couches populaires que nous n'avons pas su fédérer pour assurer notre victoire le 21 avril. Et cette reconquête, comme je l'ai dit, est dans une période nouvelle. Il ne suffira pas d'avoir une alliance électorale avec le Parti Communiste et l'ensemble des forces de gauche pour recréer le rassemblement qui permet cette victoire.

Jean-Luc a raison sur un point, je ne suis pas d'accord sur la solution qu'il préconise, mais il a raison lorsqu'il dit que nous sommes dans une course de vitesse avec le Front National, avec les idées nationalistes et fascisantes, et rien ne dit aujourd'hui que le déclin de RAFFARIN, le mécontentement qui naît de sa politique injuste et la désindustrialisation du pays, oui il y aura ce mécontentement, mais rien ne dit que spontanément les ouvriers aujourd'hui brisés par sa décision reviendront spontanément à la gauche et au Parti Socialiste. Oui, ils peuvent être tentés soit par le désaveu citoyen où l'on ne vote plus, soit par le fascisme.

Mais l'histoire nous a prouvé et c'est là que je ne suis pas d'accord avec le choix qui est fait, et en particulier en Allemagne, dans ses années post-40, que ce n'est pas la dureté de la ligne, la radicalité du propos, qui permettent de faire reculer les fascistes. Ce n'est pas non plus un compromis général mais c'est quand même d'abord et avant tout le rassemblement de toutes les forces sociales et de gauche et donc un rassemblement large qui va créer un rapport de forces. C'est parce que ce rassemblement aura lieu que les thèmes de gauche, que la montée de la prise en compte du monde du travail se rééquilibreront par rapport au libéralisme.

Mais ce n'est pas une pensée cérébrale abstraite qui va être de nature à ne pas simplement porter ce mouvement de radicalité parce que si ce front ne se constitue pas nous avons le risque majeur d'une pensée bien connue qu'il faut couper les branches mortes de l'arbre pour que l'arbre retrouve de la vigueur et à force de couper les branches, c'est l'arbre tout entier qui meurt.

Donc nous avons besoin d'un rassemblement large. En revanche, ce rassemblement large ne peut se faire qu'à la condition de notre crédibilité sur le fait que ce n'est pas un compromis boiteux de n'importe quoi. Il est clair qu'à partir de là le contenu de ce rassemblement est important.

Et sur le contenu de ce rassemblement je trouve dans le texte de François HOLLANDE tous les pieds d'appui pour faire une synthèse dynamique assurant ce rassemblement :

La question des services publics qui a été un débat, et du secteur public, ce que dit François sur le capital 100 % d'EDF, mais aussi de toutes les entreprises qui concourent au service public - ce qui est bien sûr à distinguer par ailleurs du débat sur la politique industrielle et du secteur public.

Le deuxième sujet est la posture par rapport à la mondialisation. Je crois que la posture critique et en particulier la mobilisation autour du refus de l'accord général sur les services et de cette libéralisation rampante dans un domaine aussi

sensible que le service public, notre mobilisation claire sur ce sujet est un autre point d'appui.

Le troisième, parce qu'il a quand même été beaucoup une des raisons notre défaite, est la question des salaires. Si nous voulons reconquérir le monde du travail, il faut faire de la remontée des salaires directs le contrepoids obligatoire et du plein emploi et de la revalorisation du travail.

J'y retrouve donc tous les points d'appui qui nous permettent cette reconquête collective et j'ai l'intime conviction que c'est bien par des réformes mobilisatrices, parce que si les ouvriers n'ont comme seule perspective que la critique d'un système face auquel ils se sentent impuissants, la peur fait toujours le nid des fascistes et c'est cette démoralisation à trop négliger nos capacités d'agir même dans la réforme qui peut aussi leur donner un point d'appui.

Vous l'avez compris, Chers Amis, Chers Camarades, autour de cette synthèse dynamique, autour du texte de François HOLLANDE, je pense que la reconquête est possible et je souhaite pouvoir avec mes amis m'y associer.

Eric BESSON

Mes Chers Camarades,

Comme beaucoup d'entre vous j'ai participé à plusieurs réunions de sections dans des fédérations pour présenter la contribution et j'en suis revenu optimiste sur l'état de santé de notre Parti, sur la façon dont les militants s'approprient le débat et sur leur lucidité, leurs exigences comme leur volonté d'ancrer à gauche notre Parti.

Je voulais, François, un congrès réussi. Je crois qu'il le sera. Et je voudrais dire sur quoi se fonde cet optimisme.

D'abord sur la façon dont les militants traitent le 21 avril. Ils n'ont à l'égard de ce choc que nous avons collectivement subi ni tabou, ni masochisme, ni autocensure, ni auto flagellation. Ils sont critiques sur notre gestion mais ils reconnaissent aussi les acquis du Gouvernement JOSPIN.

Ils attendent de nous que nous tirions les leçons de notre échec mais ils refusent l'invention de boucs émissaires et ne sont pas dupes de certaines expertises. Je veux parler des experts du 22 ou du 23 avril.

Je suis optimiste aussi quand je vois la façon dont les militants imposent le débat d'idées. Ce n'était ni évident ni aisé parce que beaucoup de nos contributions, quoi que l'on en dise, étaient

proches. Mais les militants se sont intéressés au fond à nos différentes réponses, à nos propositions.

Je suis intéressé aussi par la façon dont s'opère le rassemblement autour du Premier Secrétaire. À ceux qui s'interrogeaient sur l'intérêt de contributions multiples, la phase de débat qui s'achève a apporté une réponse très claire je crois. Oui cette phase était utile.

Disons-le simplement, je crois que la motion François HOLLANDE sera plus riche encore, plus entraînante que ne l'était la contribution François HOLLANDE.

Sur l'emploi et sur la place du travail, avec cet ancrage - nous y sommes attachés - sur les services publics et sur la citoyenneté, sur la culture et l'éducation populaire chère à Catherine TASCIA notamment, mais à d'autres aussi, sur notre engagement international ou sur la rénovation du Parti, la motion précise et renforce ce qu'était la contribution.

Elle aura aussi permis, François, d'élargir le socle des soutiens.

Bienvenue aux virés comme aux non virés, surtout lorsque certains virés ont le talent de force de conviction ou de travail d'Harlem DESIR par exemple qui est au premier rang, que je considère

- je parle sous le contrôle de Pervenche - comme l'un de nos meilleurs parlementaires européens et avec lequel je suis heureux de travailler dans les mois qui viennent.

Je suis rassuré aussi enfin par l'état d'esprit de nos militants, sans doute sensibles, nos militants, à l'acharnement que met le gouvernement RAFFARIN à démontrer tous les jours que, décidément, ce bon vieux clivage Gauche-Droite est toujours opérant.

Nos militants sont déjà tournés vers l'avenir. Ils sont convalescents, mais prêts à préparer la bataille, la reconquête. Voilà pourquoi je crois que le congrès de Dijon sera réussi.

Mais un congrès réussi, François, ne sera en toute hypothèse pas une sinécure pour autant pour toi ! Tu as voulu libérer ou en tout cas maintenir la liberté de parole des militants, ils ne se la laisseront plus confisquer. Tu leur as permis de décider des conventions, ils t'ont entendu, mais n'oublieront pas tes engagements. Tu leur as proposé un Parti de transformation sociale qui soit un Parti de gouvernement, ils y adhèrent, mais ils n'oublient pas que, dans le même temps, tu t'engages à transformer la façon de gouverner le Parti Socialiste.

Je crois que tu vas réussir le congrès de Dijon comme tu le souhaitais François, mais c'est après que tout va vraiment commencer pour toi comme pour nous !

Harlem DESIR

Chers camarades,

Nous sommes un certain nombre de signataires de la contribution N.P.S. qui pensions que, pour être utile, ce Congrès devait permettre un certain nombre de clarifications sur des points essentiels et d'engager la rénovation des pratiques de notre Parti. Nous ne tirons pas du débat les mêmes conclusions que celles exposées tout à l'heure par Vincent PEILLON.

Notre démarche, comme l'a dit Martine, est engagée depuis le 21 avril et nous n'avons pas besoin de tirer argument de la situation exceptionnelle sur le plan international de Saddam HUSSEIN ou de Georges BUSH pour rendre compte ou expliquer pourquoi, aujourd'hui, nous nous retrouvons dans la démarche du Premier secrétaire et, dans le texte auquel nous avons contribué qu'il présentera au vote des militants. Nous avons besoin d'un Parti rénové et fort dès maintenant, utile dans le combat contre la Droite et donnant la possibilité à la Gauche d'entamer le combat pour la reconquête.

Ce débat sur la contribution du Premier Secrétaire et sur les autres, je me devrais presque obligeamment de citer celle d'Eric BESSON, je pourrais en mentionner beaucoup d'autres, celle de Martine, celle de Marie-Noëlle, à vrai dire aussi toutes les autres contributions, a marqué sur beaucoup de points des convergences essentielles, mêmes si des différences demeurent et il a permis, surtout au terme de l'écriture de la contribution de la motion présentée par François HOLLANDE, un certain nombre de clarifications importantes.

Je voudrais simplement en évoquer quatre :

Sur les services publics, avec des engagements clairs concernant aussi bien leurs statuts, le refus de leur privatisation, le refus de l'ouverture du capital dans l'environnement européen dans lequel ils évolueront avec la prise de position de défendre un moratoire sur la libéralisation tant qu'une directive cadre sur les services publics ne sera pas venue garantir les conditions de leur pérennité et qu'ils n'auront pas été inscrits dans la constitution de l'Europe.

Avec le refus également, et je rejoins Marie-Noëlle sur l'importance de ce point, de combattre au sein de l'O.M.C. dans le cadre de l'accord général sur le commerce des services, toute marchandisation de services publics : éducation, santé, mais aussi énergie, fourniture d'eau et fourniture des biens publics mondiaux. Evidemment, la défense de l'exception culturelle et de la diversité culturelle.

Deuxièmement, l'Europe a fait le choix clair en faveur de l'Europe fédérale et la bataille pour une constitution politique ratifiée par référendum par les Français, constitution qui est une condition de la réussite de l'élargissement et sur laquelle les militants du Parti Socialiste seront consultés.

Troisièmement, une clarification aussi sur un choix qui me semble essentiel qui est de faire de la reconquête des couches populaires le cœur de cible de l'action de notre Parti. Un parti qui se dispose à la fois sur le fond et en terme d'organisation autour de cet objectif.

Sur le fond, avec la priorité donnée à la lutte pour la hausse des salaires directs avec la pénalisation de la précarité et le renforcement des outils de la démocratie sociale.

En terme d'organisation, avec un Parti qui donne la priorité à la construction de sections populaires

dans les quartiers où nous sommes peu organisés, peu représentés avec le renouvellement dans ces instances des candidats pour faire plus de place à celles et ceux qui viennent des milieux populaires, qui viennent du monde ouvrier, qui viennent de l'immigration.

Quatrièmement, et je pourrais mentionner d'autres points, mais je voudrais insister sur celui-là : la forme de la coalition politique « arc-en-ciel », une nouvelle conception du rassemblement politique des forces de gauche autour d'un contrat de gouvernement, mais aussi d'une relation nouvelle avec le mouvement social, une nouvelle conception de la transformation sociale qui s'appuie sur ce dialogue permanent aussi bien quand nous bâtissons notre projet dans l'opposition que quand nous sommes en situation d'exercer les responsabilités au gouvernement sur ce dialogue avec le mouvement social qui associe aussi, pour ce qui est du Parti lui-même, les

militants à chaque étape avec notamment cette conférence militante annuelle.

Cela représente un dépassement des formes anciennes de la Gauche plurielle.

Voilà, chers camarades. D'autres points pour nous sont extrêmement importants, y compris sur la réforme des institutions avec l'engagement là aussi de transmettre le pouvoir exécutif au Premier ministre et de renforcer les pouvoirs du Parlement, de supprimer le 49.3 avec les engagements qui sont pris dans notre bataille contre la mondialisation libérale et le dialogue avec mouvement...

Nous nous retrouvons autour d'une nécessité de faire de ce congrès, le congrès d'un renouveau dès maintenant du Parti Socialiste, de faire en sorte que notre Parti soit utile à toute la Gauche, à toutes celles et ceux qui subissent la politique de RAFFARIN et qui ont besoin que s'exprime une alternative dès maintenant.

Jean-Patrick GILLES

Chers camarades,

Je me réjouis que beaucoup d'entre nous soient déjà partis à la manifestation pour figurer en bonne place. Je remercie néanmoins ceux qui sont restés pour écouter les derniers !

Je voudrais, en quelques mots, dire le sens de la démarche qui m'a amené à me rapprocher de Marc, de Barthélemy, de Pierre et des autres qui vont nous rejoindre, sans évidemment tout dévoiler aujourd'hui, puisqu'il faut en garder pour la lecture de la motion que vous ne manquerez pas de faire, et puis vous avez compris que c'est un peu « work in progress » !

C'est la dimension européenne, François en parlait ce matin !

Sur le congrès et pour plagier un peu le titre d'un film récent, j'ai un peu l'impression parfois que c'est un peu « ni pour, ni contre François HOLLANDE (bien au contraire) » !

Pour ma part, je ne pense pas que l'enjeu du congrès soit l'avenir de François HOLLANDE et, de point de vue-là, je ne suis pas du tout inquiet, je suis sûr que son avenir sera brillant.

Et je lui souhaite, je le dis de tout cœur ! Je pense même qu'on peut lui rendre hommage d'avoir, après le cataclysme de l'année dernière, tenu la barre du navire par gros temps, même si on peut s'interroger, et nous sommes nombreux à l'avoir fait, sur les modifications qu'il a cru faire dans notre organigramme au mois de juin.

La question qui va plus se poser est de savoir justement si on doit, après tout ce qui est arrivé, reconduire exactement les mêmes à la Direction de notre Parti.

Je voudrais aussi le remercier d'avoir engagé, à l'automne, ce débat des militants qui a été apprécié, mais j'ai un peu l'impression aujourd'hui qu'on souhaite l'enfermer dans un axe majoritaire. C'est cela qui pose problème.

Par ailleurs, et j'en aurai fini avec François pour le moment, à titre personnel, j'apprécie son sens du rassemblement, de la synthèse, du mot juste et son humour. Il paraît même que certains de ses amis, au contraire, lui conseillent de se méfier de son humour ; je serais tenté de lui dire de garder son humour et parfois de se défier de ses amis, notamment ceux qui, depuis un an, ont changé d'avis sur la baisse des impôts sur la privatisation d'EDF, sur les retraites. Je vois qu'on m'a compris ! ... Et qui, pour autant, n'ont même pas pris la peine de prendre la plume pour nous expliquer leur revirement !

Cela ne manque pas de susciter une légère interrogation sur les motivations de leur conversion tardive. Il ne faudrait pas que, comme dans l'Évangile, les derniers soient de nouveau les premiers !

François a raison : nous avons besoin de clarification, non pas tant d'une explication entre nous au sens un peu viril - je n'ose pas dire « viril » dans une organisation qui est pour la

parité, mais vous voyez ce que je veux dire. Je pense que la clarification sérieusement est en direction des Français, en direction de l'opinion publique qui veut, à l'issue du Congrès, savoir ce que pensent réellement les Socialistes et quelle est notre stratégie.

Cessons de donner parfois l'impression que notre seul souci est de revenir au gouvernement et je rappelle malheureusement aux impatientes que ce ne sera pas avant quatre ans !

Affirmons clairement, dès notre congrès, notre opposition au gouvernement, notre opposition à la guerre, mais je crois que cela a été clair ce matin, par contre on n'en a pas parlé : notre volonté de lutter contre le Front national et le populisme qui s'enracinent dans notre pays comme ils s'enracinent dans toute l'Europe. Notre volonté est de conquérir l'électorat populaire et définissons, car cela nous manque, une stratégie de transformation sociale.

Il faut arrêter de dire, et c'est ce qu'on nous a reproché : « votez pour nous, on s'occupe de tout » Et puis, on a expliqué qu'on ne s'occupait pas de tout parce qu'en économie, sur les licenciements, on a fini par dire qu'on ne peut pas faire grand-chose, ni contre les délocalisations.

Si vous souffrez de quelque chose, que vous allez chez le médecin et qu'il vous explique gentiment et de manière un peu affligée que finalement vous n'êtes pas vraiment malade mais que vous avez le sentiment d'être malade, ou alors qu'il vous dit qu'on ne peut rien faire pour vous, qu'est-ce que vous faites en sortant ? Vous allez voir un autre médecin, ne serait-ce que pour retrouver une bribe d'espoir.

C'est un peu cela que les Français ont fait l'an dernier parce que, sur plein de sujets, on ne leur a pas apporté des réponses claires.

Je crois que c'est cela simplement le message du 21 avril : cessez de tout vouloir gérer à notre

place, commencez par nous écouter et faites nous participer aux décisions qui nous concernent directement.

Cette interrogation est dans la société et, aujourd'hui, c'est normal qu'on la retrouve dans les réunions de section et chez les militants. C'est signe que, dans ses profondeurs, le Parti est en phase avec la société.

François, tu avais dit : « clarification » et tu le dis toujours j'imagine, « renouvellement », « rassemblement ».

Il faut poursuivre le débat de clarification, je l'ai dit, sur l'Europe, sur l'EDF, sur les politiques de redistribution, mais aussi une réflexion sur la production, sur le mode de développement qu'on propose, et je crois que le débat ne fait que commencer.

Je suis pour refuser la logique de l'axe majoritaire, et c'est là que je me distingue de toi, comme mentalité de rassemblement. Je pense au contraire qu'il faut, dans une période où on n'a pas d'échéances nationales demain, travailler sur des majorités d'idées dans le Parti parce que la logique de l'axe majoritaire, c'est le gouvernement des petits déjeuners après parce qu'il faut retrancher les questions quand elles arrivent et, un matin, on découvre la réponse dans le Monde.

Je conclus sur le renouvellement : on n'a pas encore vu tout à fait les propositions pour le Parti et il y a un vrai renouvellement doctrinal à mener.

Sincèrement et chaleureusement, je vous souhaite un bon congrès à tous, mais j'ai eu l'impression qu'aujourd'hui on voulait, dans une motion qui a vocation à être majoritaire, clore le débat des militants. Pour nous, au contraire, le travail et l'action que nous menons ce n'est qu'un début, continuons le débat !

Jean-Claude DARMANGEAT

Chers camarades,

Il y a quelques semaines, ici même, je vous présentais la contribution des militants.

Aujourd'hui, un certain nombre d'entre nous, premiers secrétaires fédéraux, avons décidé de signer, de soutenir, de défendre la motion pour un grand parti socialiste présentée par François HOLLANDE. Certes, nulle contribution pas plus que nulle motion n'est propriétaire de la voix des militants.

Mais si nous avons créé ce collectif inédit de premiers fédéraux, nous le voulions porteur de la parole des militants parce que nous avons le sentiment que cette parole n'avait pas été prise en compte avant et pendant les élections de 2002.

Alors, nous voulions et nous voulons toujours, en leur nom, que s'affirme notre ancrage à gauche, que l'ambition d'une Europe fédérale, démocratique et sociale soit une de nos premières priorités, que la rénovation et le renouvellement du Parti soient au cœur de nos préoccupations pour qu'il soit plus représentatif de

la société, plus ouvert et plus attentif à ses militants.

Si aujourd'hui, nous faisons le choix de rejoindre François HOLLANDE, c'est parce qu'après avoir écouté, nous avons pour l'essentiel été entendus.

Si l'ensemble de nos demandes formulées dans la contribution des militants n'est pas repris en totalité, nous estimons que les avancées sont réelles et représentent aujourd'hui une donne irréversible. Alors, nous aurions mauvaise grâce à considérer que nos engagements pris devant les militants sont restés lettre morte.

Pour autant, nous ne sommes ni naïfs, ni irresponsables. Notre responsabilité est de reconnaître qu'un véritable rassemblement est possible pour déboucher sur une dynamique de projets porteurs de changements à gauche. Cette volonté, les militants la demandent pour peu que le projet apparaisse clairement à gauche et nous pensons aujourd'hui que c'est en bonne voie.

Pour que les réformes qui seront adoptées à Dijon deviennent réalité, nous prendrons toute notre

place dans nos instances et seront les garants de leur mise en œuvre.

En toute circonstance, c'est devant les militants que nous en rendrons compte et si ces engagements devaient rester au stade des intentions sans concrétisation, nous saurons prendre nos responsabilités et dire pourquoi. Je pense que nous ne serons pas les seuls.

En bref, cela veut dire que cette motion, notre motion désormais François, pour en appliquer, mettre en œuvre les grandes orientations, ce ne sera pas obligatoirement un long fleuve tranquille et qu'il faudra certainement affronter des vents contraires. Tu peux compter, dans l'affrontement de ces vents contraires sur notre soutien sans faille en sachant bien que ce soutien ne saurait être simplement un chèque en blanc de circonstance parce que c'est ensemble que nous avons porté ces exigences, c'est ensemble que nous nous leur donnerons du sens et une réalité et c'est ensemble que nous rendrons l'espérance à nos concitoyens, je vous remercie.

Laurent BAUMEL

A mon tour, je voudrais donner les trois raisons essentielles pour lesquelles le collectif Régénération qui avait déposé une contribution rejoint maintenant la motion de François HOLLANDE.

La première raison est de fond.

Chacun, dans ce Congrès, a eu sa marotte ou son message à délivrer et nous avons tenté, pour notre part, d'interpeller notre Parti dans ce Congrès sur la nécessité d'engager une profonde rénovation doctrinale. Nous avons souligné la nécessité de redéfinir un projet de société à moyen, long terme, un projet capable de donner du sens et du souffle à notre réformisme, un projet capable aussi de fédérer autour d'objectifs communs et de compromis lisibles la diversité des couches sociales qui composent désormais notre base électorale.

Nous savions, dès le départ, que le Congrès de Dijon ne pourrait être qu'une première étape de ce processus. Le cadre d'un Congrès qui ramène en permanence le débat d'idées à la question des rapports de force entre les uns et les autres, qui pose immédiatement les enjeux en termes de contribution et de motions n'était peut-être pas le plus propice au lendemain du 21 avril pour favoriser une élaboration collective dans la sérénité.

Surtout, la volonté constante de certains camarades de caricaturer l'enjeu du Congrès en le réduisant artificiellement à un problème droite gauche à l'intérieur du Parti a exercé une pression néfaste. Elle a enfermé le courant réformiste, c'est-à-dire l'axe central du Parti, dans l'étalement d'un curseur et l'a empêché d'assumer complètement la refondation politique de son identité.

Dijon ne sera qu'une étape. Il faudra poursuivre ce travail de rénovation doctrinale et c'est par rapport à cet enjeu que nous nous déterminons aujourd'hui.

Nous ne déposons pas une motion, nous avons la lucidité de reconnaître que nous n'avons pas une orientation politique alternative à proposer à notre Parti et nous pensons qu'on ne peut pas, dans le contexte historique et politique actuel, accepter de le diviser et de l'affaiblir dans le seul but d'exister ou de se construire.

Aujourd'hui, de façon tout à fait claire à nos yeux, parmi les choix offerts, seule la motion de François HOLLANDE, parce qu'elle se situe dans la continuité de l'approche définie par Lionel JOSPIN dans les années campent 95, parce qu'elle refuse la posture de l'incantation et qu'elle se situe, au contraire, dans la logique d'un véritable réformisme, inscrit dans la réalité du monde et de la société d'aujourd'hui, offre à nos

yeux les bases de débat pour poursuivre demain l'indispensable rénovation doctrinale du socialisme français.

Nous nous rallions à François HOLLANDE parce que le Premier Secrétaire a saisi l'enjeu de la rénovation dont Jean-Luc MELENCHON a raison de dire qu'il n'est pas une condition suffisante, mais qu'il est une condition nécessaire de la rénovation doctrinale et nous avons le sentiment que François HOLLANDE a compris l'enjeu.

La rénovation du Parti, c'est d'abord le respect des militants et la manière, quels que soient leur grade et leur notoriété, dont François a organisé le débat des contributions est un signe fort dans ce domaine.

Nous retrouvons cette volonté d'avancer sur le terrain de la rénovation dans les propositions faites sur la conférence militante, la rotation des responsabilités, le cumul des mandats, propositions à la défense desquelles nous avons contribué ces dernières semaines, et dans lesquelles nous avons un signe de confiance pour la suite.

Je voudrais évoquer une dernière raison importante. Régénération est un des rares groupes à assumer clairement, et depuis plusieurs années, la question d'un renouvellement générationnel dans le Parti Socialiste. Nous le faisons, parce que nous pensons que cette question est juste, qu'elle se pose dans de

nombreux secteurs de la société française aujourd'hui, et en particulier dans le champ politique.

Il y a dans ce Congrès un courant qui bâtit son développement sur ce désir répandu chez les anciens adhérents et chez les nouveaux et dans tout le Parti de voir apparaître de nouvelles têtes.

Mais nous ne sommes pas d'accord avec la manière dont ces camarades posent cette question en en faisant l'objet d'un affrontement implicite entre les jeunes et les vieux, les anciens et les nouveaux. Pour nous, la question n'est pas de remplacer une génération par une autre, mais de trouver l'équilibre des générations qui permette de concilier l'expérience politique, l'héritage idéologique des uns et la capacité de mouvement de regard neuf des autres pour résoudre ensemble les problèmes fondamentaux du socialisme français.

Aujourd'hui comme hier, ce sont les questions de la continuité, de la transmission et du renouvellement qui sont simultanément posées avec la fin du cycle d'Epinay. Nous estimons là aussi que seul le cadre proposé par François HOLLANDE offre la possibilité d'atteindre demain ces objectifs et c'est donc la dernière raison pour laquelle nous rejoignons le Premier Secrétaire en lui proposant d'être, parmi d'autres, un point d'appui pour la mise en œuvre de ce processus global de rénovation au cœur du Parti.

Frédéric LEVEILLE

Chers camarades, avec 21 Premiers Secrétares fédéraux et de nombreux camarades, nous avons déposé une contribution générale, « Socialistes, notre histoire a un avenir »... parfois plus souvent connue sous le nom de « Groupe du 17 novembre ».

Cette contribution mettait l'accent sur la rénovation nécessaire pour construire un grand Parti Socialiste.

A l'issue de la phase des contributions, nous nous félicitons qu'une grande partie de nos propositions aient été reprises par François HOLLANDE et nous nous engageons clairement à ses côtés parce que nous pensons que sa démarche est la seule qui permette la clarification politique et la rénovation politique.

Nous croyons à cette démarche pour deux raisons.

D'abord, parce que les militants vont devenir les acteurs à tout moment de la définition de l'orientation et de la stratégie du Parti.

La conférence annuelle militante que nous avons proposée à François et le référendum militant leur permettront de trancher des questions essentielles.

Ce choix apporte la garantie que l'orientation votée par les militants au Congrès sera respecté.

Ensuite, parce que François a fait clairement le choix du renouvellement et de la rénovation.

Nous avons proposé depuis le 17 novembre les moyens de cette rénovation. Désormais, il y aura au moins un tiers de nouveaux membres de toutes les instances du parti élus la proportionnelle. Désormais, 10 Premiers Secrétares fédéraux élus par leurs pairs siégeront au Bureau national. Des avancées nouvelles vers le non cumul des mandats et des fonctions et la parité seront autant de points d'appui supplémentaires pour que le parti devienne plus représentatif de la société française.

Cette nouvelle dynamique doit aussi être tournée vers l'extérieur à travers des campagnes

militantes régulières d'adhésions, thématiques et autres, et vers un renouveau d'un dialogue avec les citoyens et le mouvement social, dans le respect mutuel.

C'est pourquoi nous avons proposé que le parti élabore une charte de la transformation sociale.

Tous ces éléments vont changer le Parti Socialiste.

Alors, avec François HOLLANDE, nous entrons dans cette phase décisive de notre débat pour, avec lui, gagner le Congrès et redonner à la gauche et à notre pays un nouvel esprit de conquête.

Christian MAURIC

Tout d'abord, je voudrais dire à Jean-Luc que je l'ai bien entendu tout à l'heure et je voulais rassurer François : je ne suis pas candidat au poste de Premier Secrétaire.

Deuxièmement, je m'en excuse par avance auprès de Jean, je n'ai pas compté le nombre de fois - et je ne peux pas le dire encore - où je vais utiliser le mot « militant », mais je t'accorde que nul n'en a l'apanage et que moi-même je parle au nom de ceux que je rencontre, qui me mandatent parfois, que j'entends, et que toi aussi tu rencontres. Donc, je t'accorde qu'en effet on peut avoir un débat là-dessus.

Ce que je voulais simplement - et je n'avais pas forcément pensé intervenir - c'était avoir quelques réflexions autour de la démarche que nous avons entreprise qui nous a amenés à participer à l'élaboration de la contribution des militants et qui nous a amenés ensuite, autour de Marc - mais il n'y a pas que Marc - à déposer une motion aujourd'hui dont vous avez appris le titre tout à l'heure.

Je veux rappeler que j'étais intervenu à cette même tribune - personne ne s'en rappelle, bien sûr - pour dire en son temps quelle était l'angoisse des militants durant le débat.

Durant le débat, on nous disait (et je l'avais dit à François HOLLANDE) : est-ce que nous serons entendus ? Est-ce qu'on tiendra compte de ce que l'on dit ? Bien évidemment, nous avons couvert du terrain, nous avons eu de très nombreuses réunions, toujours en liaison avec François, et c'est vrai qu'au bout du compte on ne peut pas constater - c'est le désaccord que j'ai avec Jean-Claude DARMANGEAT - que le compte y est et considérer que l'on est d'accord avec un texte que, pour le moment, nous n'avons pas encore eu l'occasion de voir...

Ce que je voudrais dire, c'est que quand nous avons déposé notre contribution, cela nous paraissait tout à fait naturel, puisque l'on nous avait dit : c'est le temps du débat, c'est prévu par les statuts du Congrès du Parti Socialiste. Mais nous nous sommes rendu compte que ce n'était pas aussi naturel que cela puisque nous n'avions

pas aussitôt déposé la contribution que nous étions taxés de tous les noms : le basisme, le populisme et tout ce que vous pouvez imaginer ! Ensuite, il y avait des alliances contre nature... la carpe et le lapin... il y avait des gens qui entraînent la dedans avec des arrière-pensées... la polka des ego - je crois que cela a été dit pour tout le monde - et puis, bien évidemment, on nous a asséné le maître mot : nous risquions de remettre en question la stabilité du parti, l'unité du parti et j'ai entendu ce matin que nous risquions de provoquer une crise de la direction du parti !

Ce que je veux dire tout simplement - je ne parle pas d'autres appréciations - c'est que je n'ai pas du tout apprécié ce qu'on a dit concernant les contributions qui n'étaient que postures qui relevaient de l'imposture. Je dis que ceux qui ont proféré de tels jugements devraient un peu réfléchir à ne pas répondre systématiquement quand on leur tend un micro. Il faut tourner sa langue dans sa bouche avant de dire un peu n'importe quoi.

Un mot sur le discours convenu et un peu mystificateur de l'unité du parti.

Je crois que le débat, c'est la spécificité de notre parti, c'est le fondement de la démocratie de notre parti et je ne crois pas que, jamais, le débat d'idées n'ait affaibli le parti. Je crois même qu'à chaque fois que nous avons eu des débats très violents, ils ont toujours amenés à des victoires du parti. Par contre, je crois qu'il ne faudrait pas confondre le débat d'idées avec les affrontements de personnes et en cela, effectivement, on sait où le passé nous a déjà amenés et nous ne souhaitons pas reconnaître une telle période.

Pour nous - et j'ai terminé dans une minute - l'unité n'a de sens que lorsqu'elle est faite sur une ligne politique clairement identifiée. A partir de là, effectivement, tout est possible.

Nous allons au Congrès. Chacun veut clarifier, je crois que tout le monde veut clarifier - cela va être d'une limpidité totale ! - eh bien ! Clarifions et la synthèse sera possible. Mais elle ne pourra se faire sur des lignes floues, sur des contradictions flagrantes ou, pire, dissimulées.

Marc DOLEZ vous l'a dit, nous déposons une motion, nous appelons qui le voudra à nous rejoindre. Nous entrons dans un autre temps du débat. J'espère que nous nous montrerons à la hauteur, en ayant des comportements mesurés. Que nos débats soient dignes. Confrontons nos idées et surtout ne nous affrontons pas. Ce serait le plus dangereux (quelqu'un l'a dit avant moi).

Que personne ne sorte du débat en étant vexé. De toute façon, nous serons ensemble à Dijon, peut-être que nous y rechercherons la synthèse, mais surtout n'oublions pas que nous resterons ensemble après Dijon, entre socialistes, c'est-à-dire membres d'un même parti qui s'est construit entre autres, et essentiellement au début, sur la fraternité.

Conclusion de François Hollande

Chers camarades,

D'abord - je le fais à chaque Conseil national - merci à tous ceux qui ont participé à nos travaux, merci à tous ceux qui sont restés jusqu'au bout, merci à tous ceux qui sont déjà dans la manifestation et qui nous attendent (je veux le croire), merci en tout cas à tous ceux qui ont animé jusqu'à présent le débat, qui vont continuer à le faire, car c'est la loi du parti et c'est là-dessus que je veux clairement, moi aussi, m'exprimer. Il y a un droit imprescriptible à la motion. Il y a des différences, elles se constatent et ce sont les militants qui en délibèrent et qui tranchent.

Donc, jamais je n'utiliserai, jamais je n'ai utilisé un argument d'autorité qui voudrait qu'il y ait un risque à déposer motion. Et jusqu'à présent, en tout cas au stade des contributions (où il y en a eu 18) et au stade des motions (où il y en aura 5, ce qui est généralement l'étiage dans nos Congrès), jamais je ne suis venu contester à un groupe ou à une personne, à un militant ou à un responsable, le droit de déposer motion devant les adhérents, à la condition néanmoins qu'il y ait des différences, qu'il y ait des distinctions, qu'il y ait des choix à faire qui ne soient pas simplement des choix sectoriels ou des choix techniques, qui doivent être des choix politiques et qui appellent donc la responsabilité individuelle et collective du parti pour en délibérer et en fixer la nature.

Mais, de la même manière qu'il y a un droit à la motion, il y a un droit à la majorité du parti d'émerger, il y a un droit à un axe majoritaire de se fixer.

C'est d'ailleurs la réalité de notre parti. Il y a toujours eu, à chaque étape, un axe majoritaire. Cet axe majoritaire a eu sa diversité, sa cohérence, avec François MITTERRAND, avec Lionel JOSPIN, avec d'autres Premiers Secrétaires puisqu'il y a une phase où cela s'est accéléré... peut-être aussi parce qu'il n'y avait pas d'axe majoritaire.

Donc, il y a un droit à être dans une majorité dans le parti et, moi, je ne fais pas le choix (quelqu'un la dit et qu'importe qui) qu'il faudrait qu'il n'y ait pas de majorité dans le parti, que nous soyons

des majorités d'idées en fonction des sujets qui seraient posés.

Mais quelle serait la force du Parti Socialiste ? Quelle serait sa capacité de rassembler la gauche ? Quelle serait sa crédibilité vis-à-vis de l'opinion ? Quelle serait sa capacité aussi à convaincre et notamment à mener bataille contre la droite si, sur chaque sujet, il fallait non pas délibérer - c'est la moindre des choses - mais trouver un arrangement ? S'il fallait accepter l'idée de ne pas avoir d'axe majoritaire, ce ne serait pas des petits déjeuners - je ne sais pas s'il y en a - mais ce serait des soupers souvent fort tard qu'il faudrait organiser pour délibérer de la ligne du Parti Socialiste !

C'est pour cela que, moi, j'appelle à ce que cet axe majoritaire se constitue dès à présent, pour éviter précisément d'avoir à l'imaginer ou à le construire dans les circonstances à l'occasion d'un Congrès.

Cela ne veut pas dire que, dans le Congrès, il ne faudra pas rechercher des synthèses nouvelles, des élargissements nécessaires, mais il faut que ce parti soit dirigé. S'il ne l'est pas, ce n'est pas un problème de direction, c'est un problème également de militants, car on n'arrivera pas à créer la dynamique.

La deuxième observation que je voulais faire, c'est que, bien sûr, il y a la ligne politique - nous en délibérerons - et il y a la question des personnes. C'est légitime de poser la question des personnes et j'entends parfaitement Jean-Luc ou d'autres dire : nul n'est propriétaire de la direction du parti et il peut y avoir des candidats à la fonction de Premiers Secrétaires.

Néanmoins, même s'il y a un délai posé par nos statuts entre le moment où l'on vote sur les motions et le moment où l'on vote sur la question du Premier Secrétaire, il y a aussi une clarification à opérer. C'est important de dire, au-delà de la motion, quel Premier Secrétaire on propose pour le parti, parce que le lien existe aussi et qu'on ne peut pas dire : d'un côté, il y a les idées et puis, de l'autre, il y aurait les personnes. Il faut aussi affirmer la direction que l'on veut, la majorité

alternative que l'on veut porter - je respecte cette orientation - et le Premier Secrétaire ou la Première Secrétaire que l'on veut proposer.

Troisième observation.

Il y a le renouvellement à opérer et je pense que chacun y aspire, même si souvent le renouvellement s'opère avec des camarades que l'on connaît déjà (nul n'est véritablement neuf dans le Parti Socialiste). Mais il est normal d'assurer la relève des générations, la diversification des origines sociales... Très bien.

Mais je ne peux pas non plus admettre qu'au nom du renouvellement il y ait comme une interdiction par rapport à celles ou à ceux qui auraient gouverné le pays. Je me retrouve dans ce que disait Jean GLAVANY, parce que je crois que nous avons plutôt bien agi au Gouvernement, que nous avons fait une politique de gauche, que nous avons même tenu nos engagements. Aussi, toutes celles et tout ceux qui ont gouverné avec Lionel JOSPIN ont le droit d'être des acteurs, des responsables et même des dirigeants du Parti Socialiste. Nul n'en est interdit.

Enfin, dernier point, chers camarades, et je conclus, nous avons tous dit que nous voulions la parole militante, un parti de militants. Eh bien, justement, ce que nous avons à faire, c'est rencontrer les militants, les faire voter sur nos textes et nous retrouver à Dijon.